

Aux sources de l'histoire du département du Simplon

Michel LECHEVALIER

Introduction

Pendant un peu plus de trois années, de novembre 1810 jusqu'à la fin de 1813¹, le Valais fut réuni à la France pour former le département du Simplon, les Valaisans devenant pendant cette période des citoyens français.

Comme la plupart de ses semblables, constitués des agrandissements successifs de la France de 1792 à 1810, le département du Simplon disparut définitivement au traité de Paris le 30 mai 1814². Ces départements réunis, appelés ainsi pour les différencier de ceux de l'ancienne France, furent annexés en deux grandes vagues successives. La première, sous la Révolution et le Consulat, visait à donner à la France ses frontières naturelles³ ainsi qu'une avancée au-delà des Alpes en Italie du nord. La seconde, sous l'Empire, avait surtout pour but de renforcer l'efficacité du blocus continental contre l'Angleterre; en moins de deux ans, en 1809 et en 1810, sont intégrés à l'Empire français sous forme de départements: l'Italie centrale et Rome, la Hollande, une partie de l'Allemagne du nord avec les villes hanséatiques, et enfin le Valais qui devient le 130^e département de l'Empire sous le nom de département du Simplon.

¹ Les dates extrêmes à prendre en considération pourraient être le 14 novembre 1810, jour de la prise de possession du Valais, à Sion, au nom de Napoléon, et le 29 décembre 1813, jour de l'arrivée des Autrichiens dans cette même ville.

² Traité de Paris, 30 mai 1814, dont l'article 2 stipulait: «Le royaume de France conserve l'intégralité de ses limites telles qu'elles existaient à l'époque du 1^{er} janvier 1792».

³ Théorie développée pendant la Révolution française et formulée par Danton en janvier 1793: «Les limites de la France sont marquées par la nature, nous les atteindrons des quatre coins de l'horizon, du côté du Rhin, du côté de l'océan, du côté des Alpes. Là doivent finir les bornes de notre République.»

Le caractère éphémère de ce département frontière, sa situation extérieure, n'ont pas conduit les historiens français à s'y intéresser particulièrement. Les historiens suisses, de leur côté, ont plutôt privilégié les périodes en amont ou en aval. Entre l'*Histoire de la république du Valais (1802-1810)* de Michel Salamin et *Le Valais en 1813-1814 et sa politique d'indépendance* d'Emile Biollay, deux ouvrages pratiquement exhaustifs dans le domaine politique, il n'y a pas d'histoire du département du Simplon. Il n'est donc peut-être pas inutile de donner en quelques lignes une rapide esquisse chronologique de ces trois années en s'appuyant sur les études déjà effectuées.

En ce début d'année 1810, Napoléon est à l'apogée de sa puissance. L'année précédente a vu la défaite de l'Autriche, et la paix de Vienne du 14 novembre 1809 a permis à la France d'annexer les Provinces illyriennes – ce qui renforce encore l'intérêt de la route du Simplon et la nécessité de la contrôler. L'Angleterre reste alors seule en guerre contre la France. Napoléon n'ayant pas la maîtrise des mers pour vaincre son adversaire, a choisi l'arme économique, le blocus continental⁴ qui consiste à fermer le continent aux marchandises anglaises; or, en 1810, il décide de renforcer le blocus pour en finir avec l'Angleterre au moment où le Valais passe pour être un foyer de contrebande... La conjonction de ces différents facteurs va donc conduire l'Empereur à s'intéresser de plus près à ce pays et à décider de le réunir à la France à la fin du mois de juillet 1810.

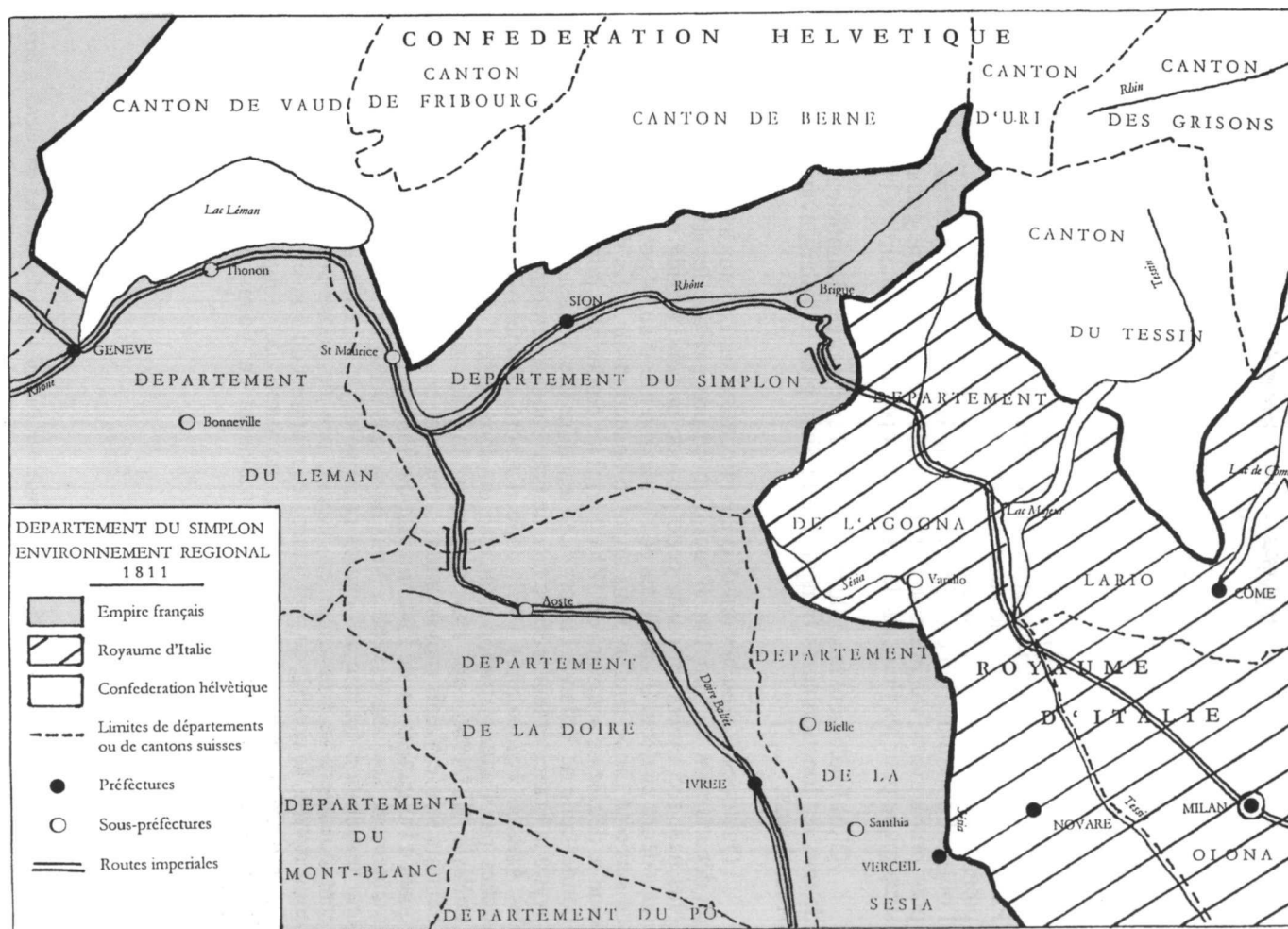
Cependant, pour ménager les formes, il fait convoquer une députation constituée de sept personnalités valaisannes qui arrivent à Paris le 15 août. Pendant plus de deux mois, plusieurs conférences franco-valaisannes vont se dérouler; mais Napoléon maintient sa décision et signe le décret d'annexion le 12 novembre, alors que le général comte César Berthier prend possession du Valais en son nom le 14 à Sion.

Des discussions s'engagent alors à Paris entre les membres de la députation valaisanne et les personnalités françaises pour fixer l'organisation du nouveau département, tandis qu'à Sion le général Berthier, commissaire général, dirige un régime provisoire. Le décret d'organisation est signé le 26 décembre 1810. L'ancien chargé d'affaires de France à Sion, Derville-Malécard, est nommé le 16 janvier 1811 préfet du Simplon; il s'installe à Sion le 25 février.

Depuis cette date et jusqu'à son départ du Valais, le 22 novembre 1811, pour raisons de santé, s'écoule une période de neuf mois pendant laquelle le nouveau préfet se consacre à l'organisation du département: mise en place de l'administration préfectorale, installation des deux sous-préfets, nouvelle circonscription des communes, nomination des maires, organisation de l'administration des finances, de la justice, installation de la gendarmerie et des douanes...

Le congé accordé au préfet dure jusqu'au 22 mai 1812. Pendant ces six mois, l'intérim est assuré par le sous-préfet Locard, en poste auparavant dans un département italien de l'Empire. C'est pendant cette période que deux mesures impopu-

⁴ Décret de Berlin, 21 novembre 1807.



lares sont décrétées pour le département du Simplon: la conscription et l'application de la loi sur les congrégations religieuses. Le conseil général du département se réunit pour la première fois le 1^{er} mai 1812.

A son retour en Valais, Derville-Malécharde organise les collèges électoraux mais la plupart des tentatives visant à modifier la société valaisanne comme la suppression de certaines fêtes chômées, le partage des biens communaux ou l'instauration d'un nouveau régime forestier, se soldent par des échecs.

Pendant l'année 1813, après le désastre de Russie, les défaites en Allemagne et l'adhésion de l'Autriche et de la Bavière à une nouvelle coalition contre la France font espérer à beaucoup de Valaisans le départ des Français. Le nouveau préfet, le comte de Rambuteau, installé le 18 avril 1813 à Sion, va abandonner l'objectif d'assimilation du département du Simplon à ceux de l'ancienne France pour privilégier le maintien de l'ordre dans un territoire d'une grande importance stratégique pour les Français, le théâtre des opérations militaires s'en rapprochant.

C'est finalement la veille de Noël 1813 que le préfet Rambuteau accompagné de tous les fonctionnaires français quitte Sion, puis le Valais, avant l'arrivée des Autrichiens.

Quelques recherches ont déjà été effectuées sur certains aspects de l'histoire du département du Simplon. Il faut d'abord préciser que les deux ouvrages cités plus haut recouvrent en partie cette période puisque l'étude de Michel Salamin nous décrit en détail les préludes de l'annexion jusqu'au 14 novembre 1810, et que de son côté Emile Biollay nous apprend beaucoup sur la fin du département pendant le deuxième semestre de 1813. Parmi les études plus ponctuelles, il faut mentionner celle de Yolande Pittier: «Les réactions des Valaisans à l'annexion de leur pays à la France et leur attitude face au nouveau gouvernement (1810-1813)» dans les *Annales Valaisannes* 1981, celle d'André Donnet: «Personnages du Valais fichés par l'administration française du département du Simplon (1811)» dans *Vallesia* XLI/1986, pp. 193-308⁵, ainsi que les différentes études de Michel Salamin sur le Valais napoléonien... Pourtant beaucoup de questions demeurent quant à l'organisation de l'administration française dans le département, son fonctionnement, son impact réel... Nous ne savons presque rien des douanes alors que leur installation fut une des causes principales de la réunion et que près de cinq cent douaniers se trouvaient en Valais; peu de chose sur la gendarmerie, la conscription, le conseil de préfecture, les réunions du conseil général, la présence des militaires français, les passages incessants de troupes, les rapports des Valaisans avec les Français qui se trouvaient en Valais au nombre d'environ 2000...

⁵ La note 3 de la page 195 de cette étude cite quelques-uns des articles consacrés à cette période.

Pour répondre à toutes ces questions et à beaucoup d'autres non formulées ici, nous disposons de sources dispersées, certaines se trouvant en Valais, d'autres en France. Nous pouvons citer par exemple, sans que cette liste soit limitative:

les sources se trouvant en Valais:

- les archives laissées par les Français lors de leur départ précipité de Sion; elles constituent 9 cartons du Fonds Simplon (S1 à S9) conservés aux Archives de l'Etat du Valais (AEV).
- une partie des archives emportées par Rambuteau et conservées sans doute par-devers lui et ses descendants, finalement acquises par les Archives de l'Etat du Valais en 1950 (S10)⁶.
- les archives communales puisque certaines communes valaisannes ont conservé des pièces de cette époque (par exemple Sierre, Sion, Viège,...).
- les fonds privés des familles valaisannes (De Rivaz, De Courten, Stockalper,...).

les sources se trouvant en France:

- les archives du Ministère des Affaires étrangères (AAE) pour la période précédant l'annexion et les débuts du régime provisoire.
- les Archives nationales (AN) dont nous proposons un inventaire sommaire dans les pages suivantes sans être sûr de son exhaustivité.
- probablement d'autres sources qui sont encore à découvrir aux Archives de l'armée de terre à Vincennes ou dans certains dépôts d'archives départementales (Grenoble, Besançon...).

Les premières recherches dont nous rendons compte dans ce numéro de *Vallesia* visent d'une part à apporter des informations sur les sources de l'histoire du département du Simplon se trouvant aux Archives nationales et d'autre part à préciser le cadre territorial de ce département. Il ne s'agit donc que de quelques éléments de base pour des recherches ultérieures.

⁶ André Donnet nous précise l'histoire de ces archives dans *Vallesia* XLI/1986, p. 198.

Sources et bibliographie

Sources manuscrites

Paris, Archives du Ministère des Affaires étrangères (AAE)

Correspondance Valais, volume 9

Paris, Archives nationales (AN)

F/1a/436	Administration générale
F/1b(II)/SIMPLON/1	Objets généraux: communes (série départementale)
F/1c/205	Annexion, régime provisoire
F/2(I)/872	Délimitations
F/5(II)/SIMPLON/1	Comptabilité départementale
F/6(II)/SIMPLON/1	Comptabilité communale

Sion, Archives de l'Etat du Valais, Fonds de Rivaz (Rz)

Rz, carton 78, fascicule 8

Rz, carton 45, fascicule 17

Sources imprimées

Publications officielles

- *Annuaire de la préfecture du Département du Simplon*, Sion 1813, 1 vol., 96 p.
- *Bulletin des lois de l'Empire français*, Paris, 1^{er} juillet 1810 – 30 juin 1811, 2 volumes.

Recueils de documents et de correspondances, mémoires

Correspondance de Napoléon I^{er}, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III, Paris, 1858–1869, 32 volumes.

RIVAZ, Charles-Emmanuel de, *Mes souvenirs de Paris (1810-1814)* publiés avec une introduction et des notes de Michel Salamin, Martigny, 1967, 342 pages (Bibliotheca Vallesiana, tome 5).

Bibliographie

Ouvrages généraux

GODECHOT, Jacques, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, Paris, 1951, 687 p. [notamment le chapitre III du livre V: l'administration locale de la France].

TULARD, Jean, *Atlas administratif de l'Empire français*, en collaboration avec François DE DAINVILLE, Paris, 1973.

TULARD, Jean (sous la direction de), *Dictionnaire Napoléon*, Paris, 1987, 1767 p.

Ouvrages et articles sur le Valais

BIOLLAY, Emile, «Des treize cantons du département (1813) aux treize dizains du canton (1815)», dans *Annales valaisannes* 1965, pp. 11-52.

DONNET, André, «Personnages du Valais fichés par l'administration française du département du Simplon (1811): trois exemples de la „Statistique morale et personnelle” de l'Empire» dans *Vallesia* XLI/1986, pp. 193-308.

SALAMIN, Michel, *La république indépendante du Valais (1802-1810), l'évolution politique*, Sierre, 1971, 288 p.

ZUFFEREY, Erasme, *Le passé du Val d'Anniviers*, présenté et amendé par Michel Salamin, Sierre 1973, 268 p.

Inventaire sommaire des sources de l'histoire du département du Simplon aux Archives nationales françaises

La forte centralisation de l'Empire napoléonien a rendu nécessaire la production de nombreux écrits échangés entre les ministères parisiens et les départements. Malgré le caractère éphémère du département du Simplon, beaucoup de pièces relatives à ce département ont été conservées. Il s'agit des originaux des courriers adressés, la plupart du temps par le préfet, au ministre de l'Intérieur et à ses services, au ministre de la Police ou à d'autres ministères, avec parfois les minutes de leurs demandes ou de leurs réponses; il s'agit aussi de textes d'arrêtés, de circulaires, de rapports, de réponses à des questionnaires de toute nature, de tableaux récapitulatifs concernant la préfecture, la gendarmerie, la conscription, de listes de notables, des procès-verbaux des réunions du conseil général du département... Parfois, au hasard d'un dossier, des pièces d'intérêt plus local n'ont pas été renvoyées et sont restées dans les cartons des ministères parisiens.

La plupart de ces documents se trouvent dans la série F des Archives nationales qui regroupe «les versements des ministères et des administrations qui en dépendent». Ils témoignent, bien sûr, de l'organisation et du fonctionnement de l'administration française en Valais pendant trois années, mais il nous a semblé intéressant d'en publier un inventaire sommaire dans *Vallesia* car ils présentent aussi un intérêt certain pour la connaissance de l'histoire du Valais et des Valaisans de cette époque.

Nous avons inventorié quarante-deux cartons contenant des pièces relatives au département du Simplon. Toutefois, certains contenus sont bien minces car des cartons sont communs à plusieurs départements proches par l'ordre alphabétique (Sesia, Somme, Stura...) et les documents concernant le Simplon y sont peu nombreux. D'autre part, il faut signaler que certains de ces cartons, au nombre de huit, ont fait l'objet de copies aux Archives fédérales de Berne⁷.

Les cotes utilisées sont les codes informatiques qui permettent la réservation et la consultation de ces cartons aux Archives nationales à Paris. Les titres correspondent à la classification en vigueur pour les sous-séries F. Enfin, dans cet inventaire sommaire, tous les documents ne sont pas énumérés, seules les pièces principales ou les ensembles de pièces sont mentionnés dans l'ordre où ils se trouvent dans le carton et qui ne correspond pas toujours à l'ordre chronologique.

⁷ *Die Abschriftensammlung des Bundesarchivs*, Bern 1977, p. 65, références BAr, Bd 366 et 367.

F/1a/436 Administration générale

Deux courriers relatifs à l'administration du département:

- Lettre de la main de Derville-Malécharde au ministre de l'Intérieur du 26 janvier 1811.
- Minute d'une lettre à Napoléon du 28 novembre 1810 dont l'auteur est Montalivet, ministre de l'Intérieur.

F/1b (I)/ Préfets

Cette série regroupe les dossiers personnels des préfets. Trois dossiers intéressent le département du Simplon:

- F/1b(I)/158/17: Claude Joseph Parfait DERVILLE-MALÉCHARD (1774-1842)
- F/1b(I)/166/34: François Jacques LOCARD (1773-1833)
- F/1b(I)/172/2 : Claude Philibert BARTHELOT DE RAMBUTEAU (1781-1869).

F/1b(II)/SIMPLON/1 Objets généraux: communes

♦ Documents concernant les regroupements de communes et l'établissement d'adjoints extraordinaires (dont une lettre de Derville-Malécharde, du 11 avril 1811, au ministre de l'Intérieur avec, en annexe, tous les arrêtés pris en mars 1811, en particulier celui relatif à la nouvelle circonscription des communes).

♦ Pièces relatives à la destitution du notaire Baruchet avec un courrier de la Cour de Cassation, du 21 octobre 1811, sur le caractère politique de l'administration provisoire du Simplon.

♦ Courrier de Derville-Malécharde ayant pour objet l'installation de la préfecture (20 janvier 1811).

♦ Dossier relatif au traitement des sous-préfets avec une lettre de démission de De Sépibus (15 octobre 1812).

♦ Liste des candidats présentés pour les places d'adjoints des maires de Sion, Brigue et Saint-Maurice (du 8 août 1812).

♦ Lettre de Derville-Malécharde au ministre de l'Intérieur relative à la nomination de Jacques Theiler au poste de garde général des forêts.

♦ Liste des candidats présentés pour les places de conseillers municipaux pour les villes de Brigue, Saint-Maurice et Sion, du 8 août 1812 (environ une cinquantaine de noms).

♦ Liste des maires et adjoints de maires dans le département du Simplon, à la nomination de Monsieur le Préfet, qui sont actuellement en fonction, du 25 octobre 1812.

♦ Fiches de renseignements concernant les membres du Conseil général.

♦ Notices sur les sous-préfets Dufour et De Sépibus, du 4 août 1811.

♦ Lettre de Derville-Malécharde au ministre de l'Intérieur, du 15 mai 1811, relative à la difficulté à fixer des fonctionnaires français à Sion et comportant plusieurs exemples.

♦ Tableau adressé le 14 août 1813 par Rambuteau au ministre de l'Intérieur sur la conduite des principaux fonctionnaires (Dufour, De Sépibus, De Lavallaz,

De Quartéry, Eugène Stockalper, Lang) dans différentes situations (offres de cavaliers et de chevaux pour la remonte de la cavalerie, levée des gardes d'honneur).

- ♦ Tableau relatif au premier renouvellement de la seconde moitié du conseil municipal dont les fonctions finissent le 31 décembre 1812 pour les villes de Brigue, Sion et Saint-Maurice.

- ♦ Liste des candidats présentés par les assemblées cantonales pour les conseils municipaux des villes de Brigue, Sion et Saint-Maurice.

- ♦ Liste des présidents des assemblées de canton du département du Simplon.

- ♦ Lettre de Derville-Malécharde au ministre de l'Intérieur, du 4 novembre 1812, relative à la démission de Joseph de Courten, maire de Sierre, de la présidence du canton de Sierre.

- ♦ Lettre de Derville-Malécharde au ministre de l'Intérieur, du 4 novembre 1812, relative à des exclusions du collège électoral.

- ♦ Ensemble de pièces relatives au congé de Derville-Malécharde et à la nomination de Locard (1811).

- ♦ Liste des candidats présentés pour les 12 places de membres du Conseil général du département, du 20 septembre 1811 (36 noms).

- ♦ Dossier 1814 avec la nomination de Rambuteau à la Préfecture de la Loire; et deux notes de février 1814 relatant les événements se déroulant alors en Valais.

- ♦ Dossier concernant les communes, avec les listes des cent personnes les plus imposées de chacune des communes de Brigue, Sion et Saint-Maurice.

- ♦ Pièces relatives à la destitution du maire de Tourtemagne et de son adjoint.

F/1c(III)/SIMPLON/1 Esprit public, élections

- ♦ Liste des 12 personnes les plus marquantes du département du Simplon pour la présidence du collège électoral (à Sion, le 20 juillet 1812, signé Derville-Malécharde).

- ♦ Liste des membres qui composent le collège électoral du département du Simplon (52 personnes).

- ♦ Rapports de police générale pour le 4^e trimestre 1811, les 3^e et 4^e trimestre 1812 et le 1^{er} trimestre 1813.

- ♦ Circulaires du préfet Rambuteau aux maires (juin 1813).

- ♦ Rapports de police générale des 2^e et 3^e trimestre 1813.

- ♦ Mémoire pour répondre aux diverses questions proposées par Monsieur le ministre de France par Monsieur De Rivaz (Saint-Maurice le 28 novembre 1810).

- ♦ Lettres du préfet Derville-Malécharde au ministre de l'Intérieur au sujet de la conspiration Malet (novembre 1812 et décembre 1812).

- ♦ Lettre du préfet aux ministres du 9 mars 1813 sur le passage de l'ancien landamman Aloÿs Reding en Valais.

- ♦ *Idem* du 5 avril 1813 sur l'ouverture de Paris sur les prochaines défaites françaises.

- ♦ Rapport de Rambuteau au ministre de l'Intérieur du 10 mai 1813 rendant compte de sa visite à Brigue dès sa prise de fonction.

- ♦ Rapports mensuels de Rambuteau sur l'esprit public (mai à août 1813).

- ♦ Plusieurs courriers de Rambuteau des mois d'octobre, novembre et décembre 1813.

♦ Dossier élections: mise en activité du système des élections constitutionnelles dans le département du Simplon.

♦ Dossier assemblées cantonales: courriers du préfet, affiche, présentation de 3 candidats pour la présidence de chaque canton (5 février 1812).

♦ Liste des 600 personnes les plus imposées du département (par ordre alphabétique), du 11 août 1812.

♦ Dossier Fêtes nationales (1811-1812)

– naissance du Roi de Rome

– anniversaire de la bataille d'Austerlitz et du couronnement

– fête du 15 août.

F/1c(V)/SIMPLON/1 Conseils généraux

♦ Procès-verbal des réunions du Conseil Général du 1^{er} mai 1812;
objets traités: entretien des routes, classement des routes et chemins, construction des digues du Rhône.

♦ Extrait des minutes des délibérations du Conseil Général du département du Simplon du 13 au 22 mai 1813;

objets traités: restauration des prisons de Sion, pépinières, route du Saint-Bernard, augmentation des rémunérations des sous-préfets et du secrétaire général, centralisation des fondations de charité, tracé du Rhône, routes départementales, dette publique, extinction de l'ancienne monnaie du Valais, sorties des denrées, transit entre l'Italie et la Suisse, établissement d'un piéton pour le Saint-Bernard, manufactures, agriculture.

F/1e/205 Annexion, régime provisoire

Ce carton contient des documents très divers ne concernant pas seulement la période du département du Simplon.

♦ Dossier sur les relations commerciales entre la République française et le Valais (1792).

♦ Rapport du général Turreau sur le Valais (20 Ventose an X).

♦ Dossier réunion du Valais à l'Empire français sous le nom de département du Simplon.

– décret de nomination du général de division César Berthier, commissaire général chargé de prendre possession du Valais (12 novembre 1810)

– mémoire pour répondre aux diverses questions proposées par le ministre de France, par Monsieur de Rivaz (Saint-Maurice 28 novembre 1810), avec les observations de Monsieur Derville-Malécharde

– état des biens-fonds en édifices publics de l'ancien Etat du Valais

– projet de décret d'organisation, rapport à l'Empereur du 18 décembre 1810.

♦ Dossier objets divers:

– lettre de Ch. E. de Rivaz du 16 décembre 1810 au ministre de l'Intérieur⁸

⁸ Cette lettre porte la mention de la main du ministre: «l'inviter pour le 20». Ch. E de Rivaz l'a transcrite d'après sa minute dans ses souvenirs, *Mes souvenirs de Paris*, pp. 85-86.

- lettre du ministre de la Guerre au ministre de l'Intérieur à propos de la rivalité entre Saint-Maurice et Martigny (18 décembre 1810)
- lettres diverses de Derville-Malécharde au ministre de l'Intérieur (mars à juin 1811)
- retour de pièces du Conseil d'Etat au ministre de l'Intérieur dont un mémoire⁹ du 7 décembre 1810 exposant les avantages de Martigny comme sous-préfecture du Bas-Valais (24 janvier 1811).

F/2(I)/376/14 Archives

Lettre de Locard du 7 décembre 1811 au ministre de l'Intérieur concernant les statistiques et les archives de la préfecture.

F/2(I)/405 Etat-civil

Circulaire du 4 juillet 1811 aux maires du département, accompagnant la remise des registres d'état-civil.

Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, du 8 juillet 1811, au sujet d'une traduction allemande du Code Napoléon.

F/2(I)/872 Délimitations

Dossier concernant la création d'un nouveau «canton» dans le Val d'Anniviers.

- Pétition des Anniviards du 11 février 1811.
- Lettre d'Augustini appuyant la pétition (23 août 1811).
- Correspondances diverses (1811).

F/2(I)/955 Cours d'eau

♦ Envoi de Locard au ministre de l'Intérieur d'une circulaire adressée aux maires des communes riveraines du Rhône concernant l'entretien des digues (23 décembre 1811).

♦ Courrier de Locard au ministre, du 19 janvier 1812, sur l'assimilation du fleuve et des torrents aux chemins communaux en matière d'entretien par les riverains.

♦ Vœu unanime du conseil municipal de Sion relatif aux barrières et digues du Rhône, de la Sionne et de la Borgne (21 novembre 1811).

⁹ Ce mémoire est publié en annexe, p. 46.

F/3(II)/SIMPLON/1 Administration communale

♦ Pièce concernant un marché passé avec la commune de Brigue pour l'achat de 2500 arbres à prendre dans les bois (19 mars 1812).

♦ Dossier sur les dépenses des collèges des villes de Sion, Brigue et Saint-Maurice (mars à août 1812).

♦ Dossier concernant un litige entre Granges et Saint-Léonard à propos d'un territoire composé d'îles du Rhône; avec un mémoire du maire de Saint-Léonard, Pierre Nicolin, du 18 août 1811, et des documents de la période antérieure (1808-1809).

♦ Pièces relatives à un litige entre la commune de Monthey et le sieur Joseph Baud au sujet d'une propriété sur laquelle la commune souhaite construire des halles (mars à juin 1812).

♦ Monthey: sur une modification de la concession du château à la commune (1813).

♦ Monthey: sur la demande de la commune de faire acquitter par l'Etat ou le département la dette contractée pour la construction d'un pont sur la Vièze.

♦ Savièse: sur une contestation entre la commune et des particuliers à propos de la propriété de vignobles (droit féodal d'établir des gardes champêtres) 1812.

♦ Sembrancher: sur la reconstruction de l'école (1813)¹⁰.

♦ Pièce relative à l'arrestation du curé de Tourtemagne (12 août 1811).

♦ Dossier concernant la transformation du couvent des capucins de Sion en caserne (1812-1813).

♦ Val-d'Illiez: sur une demande de rétablissement de «bureaux de vin» (1812).

♦ Pièces relatives au versement du 1% des budgets des communes pour l'Hôtel des Invalides (décret impérial du 25 mars 1811), avec un état des revenus de toutes les communes du département pour 1812 (janvier-mars 1813).

♦ Dossier sur l'organisation forestière (1812) avec un exemplaire imprimé du décret d'organisation du département du Simplon du 26 décembre 1810.

♦ Dossier sur les taxes sur le bétail (1813).

♦ Etat détaillé des revenus de toutes les communes du département pour les budgets 1812; cet état très complet contient, pour chaque commune et pour chaque section de commune:

– la population

– la nature et le montant des revenus

– des observations parfois très détaillées sur l'origine des revenus (10 janvier 1812)¹¹.

♦ Lettre circulaire de Locard aux maires du 10 janvier 1812.

♦ Etat des dettes des communes (10 janvier 1812).

¹⁰ Il existe, en correspondance avec ce dossier, dans la série cartes et plans (CP) sous la cote N/III/SIMPLON/1, le plan de l'école (deux pièces: plan du rez-de-chaussée et des caves, plan des deux étages supérieurs, façade).

¹¹ Sur les 152 communes ou sections de commune nous avons choisi de publier en annexe, p. 24, l'exemple de la commune d'Unterbäch alors regroupée avec Bûrchen.

♦ Dossier comportant de très nombreuses pièces sur le droit de bourgeoisie, le régime forestier, les bourses communales notamment:

– un extrait du registre des délibérations de la séance du Conseil d'Etat du 5 avril 1811 ayant pour objet le partage des bourses communales dans le département du Simplon

– copie d'une lettre du sous-préfet de Brigue au préfet sur le même objet (3 juin 1811)

– copie d'une lettre du sous-préfet de Saint-Maurice au préfet sur le même objet (4 juillet 1811)

– lettre du préfet Derville-Malécharde au Conseil d'Etat, du 10 août 1811, relative à un vote des communes pour ou contre le partage des bourses communales avec, en annexe, le résultat du vote, commune par commune, ainsi que la réponse du Conseil d'Etat, du 29 août 1811

– lettre du préfet au conseiller d'Etat, directeur général de la comptabilité des communes, du 30 mai 1812, concernant le droit des communiens forains avec, en annexe, les copies de deux courriers du sous-préfet de Brigue (25 mai 1812) et du maire de Leytron (28 mai 1812).

F/5(II)/SIMPLON Comptabilité départementale

Ce carton se trouve au dépôt des Archives nationales à Fontainebleau.

♦ Dossier dépenses 1811-1813

– correspondances diverses des préfets – dont une lettre de Rambuteau, du 16 novembre 1813, relative aux dépenses de casernement de la gendarmerie

– compte au 1^{er} janvier 1813 des dépenses variables administratives et judiciaires qui ont été faites dans ce département pendant l'année 1811 et des centimes additionnels, tant ordinaires que facultatifs, ainsi que de toute autre nature de recettes qui ont été accordées, ordonnancées ou employées au paiement de ces dépenses

– *idem*, du 1^{er} juillet 1813, pour l'année 1812

– dossier concernant l'emploi des fonds des dépenses variables ordinaires départementales pour chacun des mois de mai à novembre 1813 (on trouve, dans ces états, les dépenses imprévues telles les récompenses pour la destruction d'animaux considérés comme nuisibles: ainsi, en juin 1813, destruction d'un ours femelle 24 Frs; destruction de deux loups 24 Frs).

♦ Dossier budgets 1812-1814

– travail général des budgets départementaux pour 1812 du 29 février 1812

– dépenses variables et accidentelles payables sur les centimes facultatifs pour l'exercice 1812

– budget 1813.

♦ Dossier traitements (1811-1812)

– traitements du préfet, des sous-préfets, conseillers de préfecture, secrétaire général

– frais de route: correspondances relatives à l'installation du préfet Derville-Malécharde à Sion (janvier à mars 1811)

– mémoire de Louis de Kalbermatten relatif à la location de sa maison au préfet (12 mars 1811)

- pièces relatives aux dépenses occasionnées par les fêtes données pour la naissance du roi de Rome, avec un état, dressé par le sous-préfet de Brigue, concernant un repas pour 65 personnes à l'auberge des Trois Couronnes (1811)
- demande et rapport du préfet relatifs à une augmentation du salaire d'Isaac de Rivaz (septembre, octobre 1811)
- transmission au directeur général des Postes d'une demande en indemnité formée par les anciens fermiers de la poste aux lettres du Valais (21 mars 1812)
- décret du 9 avril 1812 accordant au Préfet Derville-Maléchar d'une gratification de 6000 francs pour dépenses extraordinaires d'une année d'organisation
- pièces relatives à l'utilisation des meubles de l'ancien Conseil d'Etat du Valais pour l'installation du Tribunal de première instance de Sion (avril 1811-juin 1812)
- correspondances diverses relatives au remplacement de Derville-Maléchar par Locard (octobre 1811-juin 1812).
- ♦ Dossier sur le casernement de la gendarmerie (septembre 1812-novembre 1813).
- ♦ Dossier collègues (avril 1812-janvier 1813).
- ♦ Pièces relatives à l'agression subie par Sébastien Pitteloud de Vex alors qu'il conduisait des déserteurs à Sion.
- ♦ Pièces relatives à une épidémie dans la commune de Mâche (Hérémence) (avril-mai 1813).
- ♦ Dépenses des prisons (mai-juin 1813).
- ♦ Fonds de prévoyance (avril-septembre 1813).
- ♦ Restauration des prisons (octobre 1813).

F/6(II)/SIMPLON/1 Comptabilité communale

Ce carton se trouve au dépôt des Archives nationales à Fontainebleau. Il se compose de deux parties: objets généraux et communes. La chronologie est peu respectée.

Objets généraux (1810-1814)

- ♦ Mémorial n° XVI du 14 août 1811: article concernant les adjoints de sections.
- ♦ Dossier Simplon 1810
 - correspondance relative aux biens communaux du Valais (2 février 1810).
- ♦ Dossier Simplon 1811
 - sur le partage des bourses communales (5 avril 1811)
 - sur les frais de bureau des maires (10 juin 1812)
 - sur le partage des bourses communales (10 août 1811)
 - sur l'établissement des budgets des communes (28 septembre 1811 et 24 novembre 1812).
- ♦ Dossier Simplon 1812
 - sur la vérification des caisses des receveurs (26 juillet et 25 novembre 1812)

- tableau mensuel de la vérification des caisses municipales (25 novembre 1812)
- sur les retards de l'envoi du relevé général des budgets des communes (19 septembre 1812) avec un état des renseignements donnés par les maires de quelques communes sur différents articles du budget de 1812 satisfaisant aux explications demandées par la Préfecture ainsi que les réponses de l'administration (pour les communes de Naters, Fiesch, Binn, Ferden, Grächen, Eischoll)
- concession du Château de Monthey à la commune (décret du 25 décembre 1812)
- transfert du collège de Sion dans l'ancien couvent des Capucins (décret du 25 décembre 1812)
- relevé général des budgets des communes pour l'année 1812 (24 novembre 1812).
- ♦ Dossier Simplon 1813
 - sur la vérification des caisses municipales (12 avril 1813)
 - tableau mensuel de la vérification des caisses municipales pour les mois de janvier et février 1813 (17 mars 1813)
 - sur les travaux des communes (17 décembre 1812)
 - sur les dépenses concernant les Gardes d'honneur (26 avril 1813)
 - sur les droits de terrage et de pesage sur les foires et marchés (5 octobre 1813)
 - état nominatif des receveurs municipaux du département du Simplon (3 septembre 1813)
 - tableaux de vérification des caisses municipales pour les trois premiers trimestres de 1813
 - décret du 11 novembre 1813 confirmant la transformation en caserne du couvent des capucins.
- ♦ Dossier Simplon 1814
 - décret du 23 janvier 1814 sur la réorganisation des hospices du département [les Autrichiens occupent le Valais depuis près d'un mois!].

Communes

- ♦ Dossier Monthey
 - sur l'amortissement d'une partie de la dette communale
 - tableau général de la dette constituée de la commune (14 juin 1813)
 - *idem* pour la dette exigible.
- ♦ Dossier Savièse
 - sur le présent fait chaque année par le syndic de Savièse à la commune d'un gobelet en argent sur lequel était écrit le nom du donateur (28 janvier 1812).
- ♦ Dossier Sion
 - correspondances et pièces diverses (1812-1813) sur le budget de la ville de Sion dont:
 - état des recettes et des dépenses de la commune de Sion pour l'année 1812
 - état des frais de bureau du maire certifié par De Lavallaz le 24 décembre 1812
 - situation financière de la ville de Sion au 1^{er} mars 1813 (3 mars 1813)
 - sur l'établissement d'un commissaire de police à Sion (septembre-octobre 1813).

F/7/3264/5 Police secrète

♦ Rapport d'un conseiller d'Etat du 19 septembre 1811 visant à mettre à la disposition du préfet du Simplon des fonds pour frais de police secrète.

♦ Dossier concernant les frais occasionnés par la translation à Genève du prêtre Tenischen, curé de Tourtemagne.

F/7/3612 Conscription

♦ Tableaux de renseignements sur la conscription pour la classe de 1811 (21 septembre 1812) (pour chacun des 3 arrondissements de Brigue, Sion et Saint-Maurice le nombre des conscrits, des exceptés, des réformés ainsi que les causes de réforme, défaut de taille, difformités, infirmités...).

♦ En annexe: tableau récapitulatif des tailles des conscrits de 1811 par arrondissement.

F/7/3690 Police générale

♦ Dossier sur les rixes entre les préposés des douanes et la Gendarmerie avec un rapport de Derville-Malécharde (14 août 1811).

♦ Pièces relatives à un incendie à Colombey (8 février 1812).

♦ Rapport de police générale pour les deux premiers trimestres de 1812 rédigé par Derville-Malécharde.

♦ Circulaire du Préfet aux maires concernant le vagabondage (15 juin 1812).

♦ Rapport de police générale pour le 3^e trimestre 1812 et jusqu'au 25 novembre, rédigé par Derville-Malécharde.

♦ *Idem* pour le 4^e trimestre 1812 (15 février 1813).

♦ *Idem* pour le 1^{er} trimestre 1813 (9 avril 1813).

♦ Rapport de police de Rambuteau du 10 mai 1813.

♦ Lettre de Rambuteau au ministre de l'Intérieur relative à l'arrestation de 17 prisonniers russes, allemands ou polonais (23 juin 1813).

♦ Rapport de police de Rambuteau pour le 2^e trimestre 1813 (8 septembre 1813).

♦ *Idem* pour le 3^e trimestre 1813 (1^{er} octobre 1813).

♦ Deux lettres de Rambuteau au ministre de l'Intérieur sur la retraite des troupes italiennes par le Simplon (11 et 13 décembre 1813).

Ce carton contient également de nombreuses lettres du préfet au conseiller d'Etat chargé du 2^e arrondissement de la police générale, dont dépendait le département du Simplon, l'informant de différents événements survenus en Valais (avalanches, incendies, suicides, assassinats, vols, viols, évasions, arrestations diverses).

F/7/9832 Commissaires de Police

Echange de correspondances relatives à la nomination d'un commissaire de police à Sion (1813).

F/8/79 Hygiène publique

♦ Dossier épidémie de Bosnie: correspondances diverses de mars et avril 1812 relatives au blocage de balles de coton à Gondo suite à des rumeurs d'épidémie de peste à Constantinople et en Bosnie (dont une pétition des commerçants de Brigue du 24 avril 1812).

♦ Dossier relatif à une épidémie à Ernen (25 janvier 1813).

♦ Correspondance relative à une épidémie à Mâche dans le canton d'Hérémence (23 mars 1813).

F/9/251 Conscription

(Ce carton est le complément de F/7/3612 décrit plus haut.)

♦ Etat de la conscription de 1812 (11 novembre 1812).

♦ Etat de la conscription de 1813 (1^{er} avril 1813).

F/9/708 Garde nationale

Correspondances relatives à un projet de création de garde nationale dans le département (21 novembre 1811).

F/9/1017 Garde d'honneur

♦ Correspondances diverses relatives à la levée de gardes d'honneur (1813).

♦ Liste alphabétique des personnes désignées pour le contingent du département dans la formation du 4^e régiment des gardes d'honneur (12 personnes).

♦ Liste générale par sections des personnes appelées à concourir à la formation des régiments des gardes d'honneur (356 noms).

F/11/474 Produits agricoles

♦ Renseignements sur la récolte 1812.

♦ Enquête sur la récolte 1813 (surfaces cultivées, rendements, productions) 14 décembre 1813.

F/11/694 Mercuriales des marchés

Etats des quantités vendues et prix moyens observés des grains, légumes secs, farines, pain, viande, fourrages et combustible sur les marchés de Sion, Martigny et Monthey (ces états étaient envoyés à Paris chaque quinzaine par le préfet).

F/11/1168 Enquête sur la consommation de viande

♦ Tableaux de la consommation de viande dans les campagnes pour chacune des 4 années de 1809 à 1812 (bœufs, vaches, génisses, veaux, moutons, brebis, agneaux, chèvres, chevreaux, porcs gras et jeunes porcs: nombre de bêtes abattues, poids et prix).

♦ Tableaux analogues pour les villes de Brigue, Saint-Maurice, Sion, Martigny et Monthey (3 septembre 1813).

F/11/1172 Enquête sur la récolte des vins

Renseignements très sommaires sur la récolte de vin de l'année 1812 (15 juin 1813).

F/12/2193 Douanes du Valais

[Il s'agit d'un microfilm]

♦ Mémoire sur les exceptions aux lois de douane que solliciterait le département du Simplon.

♦ Mémoire pour répondre aux diverses questions proposées par le ministre de France, par Monsieur de Rivaz (à Saint-Maurice le 28 novembre 1810).

F/13/1569 Bâtiments civils

♦ Correspondance relative à l'extension de l'hôtel de préfecture de Sion (projet de location d'un local attenant) (1^{er} décembre 1813).

♦ Dossier relatif au casernement et aux effectifs des brigades de gendarmerie (mai 1813) (casernement à Toutemagne et bail pour le casernement à Viège).

♦ Liste des baux passés pour caserner, à compter du 1^{er} octobre 1811, les brigades de gendarmerie dans les arrondissements de Sion et de Brigue; avec les noms des propriétaires des locaux (6 janvier 1812).

♦ Liste analogue pour l'arrondissement de Saint-Maurice (25 février 1812).

♦ Etat du montant des indemnités dues aux propriétaires du département ayant assuré le logement des gendarmes jusqu'au 1^{er} octobre 1811 (15 mai 1813).

♦ Etat nominatif des sous-officiers et gendarmes qui ont droit à l'indemnité de literie [cet état permet de connaître avec précision les noms, grades, origine de tous les gendarmes du département].

F/13/1652 Bâtiments civils, prisons

♦ Pièces relatives à la reconstruction de l'école de Sembrancher avec un rapport du Conseil des bâtiments civils du ministre de l'Intérieur donnant son accord à la date du 7 février 1814 [Les Français ont quitté le Valais depuis le mois de décembre précédent!].

♦ Dossier relatif à la construction de nouvelles boucheries à Sion (1813).

- ♦ Rapport concernant la restauration des prisons de Sion.
- ♦ Lettre de Joseph Louis Pittier – du 20 novembre 1811 – transmettant des devis au préfet pour l'établissement du tribunal de première instance de Sion.
- ♦ Dossier prisons comprenant des tableaux récapitulatifs:
 - état général du mouvement et des dépenses des prisons du département pour:
 - les 3 derniers trimestres 1811
 - les 4 trimestres de l'année 1812
 - état des fonds de retraite des employés des prisons (liste des employés).
- ♦ Correspondances diverses, dont une lettre du préfet Rambuteau, du 26 juin 1813, relatant une évasion de la prison de Monthey.

F/14/1094 Mines, usines

- ♦ Dossier de 4 concessions minières revendiquées par les sieurs Liotard et Finon à Trient, Chamoson, Chemin et dans le val d'Entremont.
 - Certificats de notoriété émanant de Léopold de Sépibus, Gaspard Eugène Stockalper, Casimir Lang et Issac de Rivaz en faveur de Daniel Liotard (acte notarié du 25 juin 1813 chez Louis Etienne Bastian assisté d'Antoine Tavernier notaires impériaux à Sion).
 - Origine de propriété de ces mines.
 - Copie de l'acte de société entre les sieurs Liotard et Finon du 5 août 1812.
 - Plan de la mine de fer de Chamoson.
 - Pièces relatives à la mine de fer de Chemin, au-dessus du village de Bovernier.
 - Rapport à Napoléon, du 27 octobre 1813, de la Direction générale des mines lui soumettant 3 décrets:
 - Concession définitive des mines de fer de Trient, Chemin et Chamoson à l'association Liotard/Finon
 - Sur les usines des Valettes et d'Ardon
 - Sur une mine de pyrite de la vallée de l'Isère.
 - Rapport au Conseil général des mines à Paris [excellent résumé de toute cette affaire].
- ♦ Rapport de l'ingénieur Champeau sur la minéralogie du Simplon
 - Lettre du préfet du 4 avril 1811 au ministre de l'Intérieur demandant la venue d'un ingénieur des mines.
 - Mémoire sur la mine de Gondo.
 - Mémoire sur une mine de plomb à Wiler dans le Lötschental.
 - Mémoire sur des mines à Biel et à Gampel.
 - Documents concernant la route du Simplon.

F/14/4251 Mines, carrières

Notes sur les mines du Simplon par l'inspecteur divisionnaire Hassengratz, du 18 mars 1813, au comte Laumond, directeur général des Mines (liste des mines du Valais à cette époque).

F/15/1186 Hospice, bienfaisance

- ♦ Documents relatifs à la construction d'un hospice au Simplon.
- ♦ Lettre du préfet (16 septembre 1811) expliquant au ministre l'impossibilité d'appliquer le décret impérial du 25 mai 1810 relatif aux sociétés maternelles.
- ♦ Tableau des hospitalités faites et des événements les plus remarquables qui se sont passés au mont et hospice du Grand Saint-Bernard du 1^{er} au 31 décembre 1811.
- ♦ Registre des enfants trouvés de sexe masculin existant dans le département du Simplon (15 janvier 1812).
- ♦ Tableau général des dépenses pour le conseil d'administration des maisons hospitalières du Grand Saint-Bernard et du Simplon (5 juillet 1813).
- ♦ Rapport sur l'organisation de l'hospice de la commune de Sion.
- ♦ Tableau des sourds-muets et des crétins existant dans le département du Simplon (30 juillet 1813).
- ♦ Pièce relative à l'hospice du Grimsel.

F/15/2767 Indigents

- ♦ Dossier sur les «travaux d'hiver» ou des «moyens de procurer de l'ouvrage pendant l'hiver aux indigents et à la classe des ouvriers sans travail» (projet de digue à construire contre un torrent dans la commune de Saint-Léonard, 1813).
- ♦ Lettre relative à l'indemnisation des habitants de Sion, victimes de l'incendie du 31 mars 1813.
- ♦ Lettre relative à l'indemnisation des habitants de Nendaz, victimes de l'incendie du 7 mai 1812.

F/17/1614/3 Organisation académie de Lyon

Le dossier Simplon de ce carton contient 3 sous-dossiers pour chacun des 3 collèges de Brigue, Saint-Maurice et Sion. Chacun de ces sous-dossiers contient les arrêtés de nomination des professeurs. Le carton contient également un dossier relatif au département du Léman qui dépendait également de l'académie de Lyon.

F/17/2447 Jurys médicaux

Documents concernant la formation du jury médical du département de Simplon (1811-1812).

F/17/6713 Bureau des académies

Correspondances diverses relatives au collège de Sion et au projet de son installation dans le couvent des capucins.

F/19/898/2 Cultes

Le carton contient les correspondances de l'évêque de Sion avec le ministre des Cultes.

♦ Correspondance du 18 juillet 1812 transmettant 4 lettres de démission de curés:

– paroisse d'Arbignon [Albinen]: Martin Schoellhorn (à Tourtemagne, le 15 juillet 1812)

– paroisse de Miège: François Joseph Müllacher (à Miège, le 26 décembre 1812)

– paroisse de Grimisuat: Georges Mayoraz (à Sion, le 4 juillet 1812)

– paroisse de Nendaz: Joseph Marie de la Loye.

♦ Correspondance du 4 juillet 1812 informant le ministre des décès de 3 curés.

♦ Tableau des nominations aux cures du 14 mars 1812, certifié par l'évêque de Sion, pour les cures de Conthey, Sion, Arbignon [Albinen], Miège, Rarogne, Nendaz et Grimisuat.

F/20/101 Statistiques

Le carton contient des statistiques de population pour plusieurs départements – dont celui du Simplon – mais il est actuellement en «déficit», c'est-à-dire qu'il a été égaré et qu'il ne nous a pas été possible de le consulter.

Cartes et plans

[Pour les trois cotes ci-dessous, la commande informatique doit être précédée des lettres CP (cartes et plans).]

F/14/10189

[Ce carton contient 11 pièces]

♦ Projet de digue du Rhône (2 plans)

♦ Projet de route entre Sierre et Tourtemagne

♦ Plan de la nouvelle route projetée entre Loèche et Sierre par la rive droite du Rhône

♦ Carte des routes impériales du département du Simplon (24 avril 1812)

♦ Plan de la nouvelle route du Simplon (an X)

♦ Plan de la nouvelle route du Simplon (15 fructidor an XI)

♦ Coupe d'un pont à construire sur le torrent de la Raspille (plusieurs plans et coupes)

F/14/10191

Dossier «Route du Simplon de Genève à Milan», 71 pièces

- ♦ Carte topographique de la route du Simplon de Brigue à Domodossola
- ♦ Projet d'une inscription pour la fontaine construite dans la côte de la Faucille (8 février 1806)
- ♦ Profil de la partie de la nouvelle route du Simplon depuis Glis, point de départ, jusqu'à la rencontre de l'ancien chemin du Simplon (sur une longueur de 2020m)
- ♦ Nivellement de la montagne du Simplon de Glis à Domodossola (coupe)
- ♦ Plan d'élévation et coupe du pont de Brownen [ze Brunn] sur la nouvelle route du Simplon (lavis)
- ♦ Lavis divers dont le pont du Hochflu sur la rive droite du Ganter
- ♦ Plans de maisons de cantonniers
- ♦ Carte de la nouvelle route du Simplon, depuis Brigue et Glis jusqu'à Domodossola (à l'époque de la République du Valais)
- ♦ Plan de la nouvelle route de France en Italie (avec coupe)
- ♦ 37 plans depuis Le Bouveret et Thonon jusqu'au pont de la Morge «levés d'après les ordres du gouvernement français et ceux du citoyen Cretet, conseiller d'Etat, sous l'inspection et la direction du citoyen Céard» (Genève, le 1^{er} ventôse an XI)

Ces lavis sont intéressants pour le tracé de la route mais aussi pour les plans d'un certain nombre de communes et de leur territoire (Saint-Maurice, Monthey, Colombey, Vionnaz, Vouvry, Martigny, Ardon, Vétroz...).

F/14/10192

Suite des lavis de la route du Simplon: Sion, Bramois, Saint-Léonard, Sierre, Finges, La Souste, Gampinen, Agarn, Tourtemagne, Turtig, Rarogne.

- ♦ Plan de la route de Viège à Brigue sur une longueur de 8,3 kms
- ♦ 9 plans relatifs à la route du col du Simplon jusqu'à Domodossola.

Annexe

**Extrait de l'état des revenus des communes
certifié conforme aux renseignements donnés par les maires.**

Etabli à Sion le 10 janvier 1812 par le préfet par intérim Locard.

On trouvera ci-dessous l'exemple de la commune d'Unterbäch qui regroupait alors les sections d'Unterbäch et de Bürchen:

Unterbäch	– intérêts de capitaux (sur un capital de 670 Frs)	33.50
	– loyer de bâtiments	16.00
	– produits de biens-fonds (600 toises de vignes, 1600 toises de champs; en outre des forêts, des montagnes et des pâturages)	225.00
	– centimes municipaux (y compris la portion appartenant à la section de Bürchen)	25.93
		299.43

Observations: cette section a 263 Frs de meubles. Cette section paye annuellement au curé de Rarogne 29 fischelins de seigle, 3 fischelins de froment 8 Frs en argent et 6 setiers de vin.

Bürchen	– intérêts de capitaux (sur un capital de 470 Frs)	23.50
	– loyer de bâtiments	9.60
	– produits de biens-fonds (400 toises de vignes, 1400 toises de champs; en outre des forêts, des montagnes et des pâturages)	28.00
		61.10

Observations: cette section a des meubles pour 130 Frs. Elle a une dette de 187,30 Frs dont les intérêts sont de 5 %. Elle paye annuellement au curé de Rarogne 31 fischelins de seigle, 3 fischelins de froment, 8 Frs en argent et 6 setiers de vin. Plus, au vicaire de Saint-German, 9 fischelins de seigle.

Les deux sections réunies de Bürchen et d'Unterbäch payent annuellement aux Eglises de Rarogne et de Saint-German 60 Frs, aux marguilliers desdites églises 24 fischelins de seigle et 13 Frs en argent.

L'organisation du territoire

Les limites séculaires du Valais sont presque entièrement marquées par la nature: des sources du Rhône jusqu'au lac Léman une succession continue de lignes de crêtes entrecoupées seulement de quelques passages marquent sa frontière. La forte cohésion territoriale qui en découle n'a pourtant pas empêché la France, lorsqu'elle a commencé à s'intéresser à ce pays alors helvétique, d'envisager sa partition.

Au début de l'année 1801, Bonaparte, alors Premier Consul, soucieux d'assurer les communications entre la France et la Lombardie, demande à son ministre des Affaires extérieures, Talleyrand, «de préparer un projet de traité avec l'Helvétie pour qu'elle nous cède tout le Valais jusqu'à Brigue»¹². Le général Turreau qui commande les troupes françaises d'occupation se félicite de ce projet qui vise à s'assurer de tout le Valais à l'exception du Val de Conches: «une autre cause encore détruit toute idée de résistance à la réunion projetée: on sait que la France en occupant le Valais doit laisser à l'Helvétie toute la partie du Goms. Or le peuple du Goms est le plus remuant et a levé le premier l'étendard de la révolution»¹³.

La réunion à la France d'une partie du Valais n'a finalement pas lieu, le contexte général en Europe y étant peu propice au moment où la paix d'Amiens vient d'être signée entre la France et l'Angleterre¹⁴. La république indépendante du Valais est proclamée le 5 septembre 1802.

Lorsqu'en 1810 l'intérêt de Napoléon se porte à nouveau sur ce pays il ne fait alors aucun doute que c'est l'ensemble du territoire valaisan qui est l'objet de sa convoitise. Dès le mois de juillet, dans une lettre à son ministre des Affaires extérieures, Champagny, duc de Cadore¹⁵, l'Empereur déclare: «les circonstances où se trouve le Valais m'imposent l'obligation de prendre un parti sur ce petit pays: j'ai résolu de le réunir à la France»¹⁶. Cette décision de principe étant prise, l'incertitude demeure cependant pour déterminer si le Valais doit constituer, au sein de l'Empire, une unité administrative de base c'est-à-dire un département. L'Empereur n'est pas favorable à cette solution puisque, dans le même courrier, il demande à son ministre de lui faire connaître «à quel département il est convenable de rattacher le Valais». Il n'y avait que deux possibilités à cet égard: le département de la Doire, préfecture Ivree, ou le département du Léman, préfecture Genève; et c'est sans doute cette seconde solution qui aurait été retenue. La raison essentielle du choix de l'Empereur en faveur du rattachement à un département

¹² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. VI, n° 5305, lettre à Talleyrand du 13 février 1801.

¹³ AN, F/1^{er}/205. Rapport du général Turreau sur le Valais du 20 ventôse an X (11 mars 1802).

¹⁴ 27 mars 1802.

¹⁵ Jean-Baptiste de Nompère de Champagny, duc de Cadore (1756-1834), succède à Talleyrand comme ministre des Affaires extérieures le 9 août 1807.

¹⁶ AAE, Correspondance Valais, vol. 9 p. 91, lettre de Napoléon à Champagny, du 25 juillet 1810.

existant est la faible population du Valais, environ soixante mille habitants, en regard de la population moyenne des départements, de l'ordre de trois cent mille habitants.

La cohésion naturelle du territoire valaisan va pourtant conduire son ministre Champagny à lui conseiller, quelques jours plus tard, dans un rapport¹⁷, la création d'un nouveau département: «Le Valais pourra former un département séparé sous le nom de département du Simplon. Ce nom déjà consacré par de si grands travaux rappellera aux Valaisans que c'est aux communications ouvertes par cette montagne entre la France et l'Italie qu'ils devront la prospérité, l'industrie et tous ces avantages que procurent le contact et le commerce habituel de deux grands peuples.

Aucun autre département n'a une population si peu nombreuse mais le Valais, environné de hautes montagnes qui n'ont que quelques issues, forme un bassin séparé. Il faut y rassembler tous les éléments de l'administration afin de mettre à la portée d'un peuple qui commence et que votre Majesté prend sous sa garde, tous les bienfaits de son autorité.

Une administration particulière saura mieux adapter à la position du Valais les ménagements qu'elle exige»¹⁸.

Durant les jours qui ont précédé l'envoi de ce rapport, le chargé d'affaires de France en Valais, Derville-Malécharde¹⁹, se trouve à Paris et donc en contact avec Champagny; il en a donc certainement inspiré les termes. Il peut en effet espérer, compte tenu de sa connaissance du pays, être l'acteur principal de l'administration à mettre en place en Valais et la création d'un département séparé doit lui permettre de devenir préfet et donc de bénéficier de possibilités d'avancement beaucoup plus intéressantes qu'au ministère des Affaires étrangères.

Entre le moment où Napoléon exprime à son ministre sa résolution d'annexer le Valais et l'arrivée des Français à Sion, il va s'écouler plus de trois mois pendant lesquels une députation valaisanne se rend à Paris, sur convocation de l'Empereur, et tente de défendre, courageusement mais sans succès, l'indépendance valaisanne²⁰. Le 12 novembre, Napoléon signe au Palais de Fontainebleau le décret d'annexion dont les deux premiers articles sont rédigés comme suit:

¹⁷ AAE, Correspondance Valais, vol. 9, p. 95, rapport de Champagny à Napoléon, du 1^{er} août 1810.

¹⁸ En marge est portée la remarque suivante: «on ne pouvait choisir le nom du département du Rhône ou des Alpes qui appartiennent déjà à plusieurs départements».

¹⁹ Claude Joseph Parfait Derville-Malécharde (1774-1842) chargé d'affaires de France près de la République du Valais depuis le 25 août 1806, futur préfet du Simplon.

²⁰ Pour la connaissance de ces événements on pourra consulter Charles Emmanuel DE RIVAZ, *Mes souvenirs de Paris 1810-1814*, publiés avec introduction et notes par Michel Salamin, Martigny 1967 (Ch. E. de Rivaz était membre de la députation valaisanne) et du même Michel SALAMIN, *La république indépendante du Valais (1802-1810)*, Sierre 1971.

Art 1: le Valais est réuni à l'Empire

Art 2: le territoire formera un département sous le nom de département du Simplon²¹.

L'avis émis par Champagny dans son rapport du 1^{er} août a donc été suivi: le Valais forme un département séparé.

Il faut maintenant en définir l'organisation interne, les différentes subdivisions administratives, mais aussi la manière dont il allait être intégré parmi les autres départements de l'Empire.

Nous savons peu de chose des discussions qui ont abouti à placer le département du Simplon dans telle ou telle grande division administrative de l'Empire français²². Nous en connaissons surtout les résultats qui figurent dans le décret d'organisation du 26 décembre 1810²³.

Sur le plan militaire il n'y a jamais eu d'hésitation puisque déjà l'article 3 du décret d'annexion précise que «ce département fera partie de la 7^e division militaire» et que le décret d'organisation confirme ce choix. La 7^e division militaire comprenait déjà cinq départements: Léman, Mont-Blanc, Isère, Drôme et Hautes-Alpes et avait pour chef-lieu Grenoble²⁴.

En ce qui concerne la gendarmerie impériale, une compagnie du département du Simplon est constituée; elle est rattachée à la 20^e Légion de gendarmerie dont le siège est à Besançon et qui comprend déjà les départements du Léman, du Jura, du Doubs et de la Haute-Saône²⁵.

Pour les douanes, le département du Simplon dépend de la direction de Genève mais forme à lui seul une inspection particulière – sans doute à cause de l'importance de ce département frontière et du nombre élevé de douaniers qui allaient s'y installer (près de 500). De plus, les préposés doivent contrôler la vente et le stockage de marchandises réglementées comme le sel et le tabac; et à ce titre ils dépendent de la Régie des sels et tabacs au-delà des Alpes dont le siège se trouve à Turin.

²¹ AAE, Correspondance Valais, vol. 9, p. 194.

²² Ces discussions se déroulaient au Conseil d'Etat dont les archives ont disparu dans l'incendie du Palais des Tuileries pendant la Commune de Paris en 1871.

²³ *Bulletin des lois de l'Empire français*, 2^e semestre 1810, décret n° 6250, pp. 636-647.

²⁴ Voir carte p. 29.

²⁵ Voir carte *ibidem*.

Pour l'organisation judiciaire, les hésitations furent plus grandes puisque, dans un premier projet de décret du mois d'août 1810, la cour impériale, c'est-à-dire le tribunal d'appel, prévue pour le département était celle de Turin²⁶. Dans le décret définitif c'est la cour impériale de Lyon qui en fait fonction – comme déjà pour les départements du Rhône, de l'Ain et du Léman. Lyon semblait pourtant bien éloignée aux Valaisans. Charles Emmanuel de Rivaz avait vainement demandé l'établissement d'une cour impériale à Genève, dont le ressort aurait été constitué des départements du Léman, du Mont-Blanc et du Simplon²⁷. De son côté, le chanoine de Rivaz écrit dans ses mémoires: «ce qu'il y avait de bien dans ce gouvernement était la justice criminelle... mais on trouvait un grand inconvénient en ce qu'il n'y eut dans tout le pays, long de 36 lieues, qu'un seul tribunal de première instance dont il fallait appeler à Lyon, distant de près de 70 lieues de Conches, le dernier de nos cantons situé à la source du Rhône»²⁸.

En matière d'enseignement, le département du Simplon dépend de l'Académie de Lyon. Ajoutons enfin qu'il fait partie de la 17^e inspection pour la conservation des eaux et forêts dont le siège est à Grenoble.

L'intégration du nouveau département au Grand Empire est donc complexe puisque ses administrations sont rattachées à cinq villes différentes: Besançon, Lyon, Genève, Grenoble et Turin. Cette complexité n'est sans doute pas préméditée; elle est la conséquence de moyens plus ou moins importants ou d'opportunités existant dans ces villes dans les différents domaines administratifs. Elle est courante dans l'Empire, bien qu'accentuée ici par la position frontière du département.

L'organisation interne du département fut par contre l'objet d'une réflexion beaucoup plus profonde. Selon la constitution française, un département était divisé en arrondissements, eux-mêmes subdivisés en cantons, puis en communes. Le canton existait depuis la constitution de l'an III: c'était une circonscription judiciaire, avec une justice de paix au chef-lieu, et une circonscription électorale pour les élections primaires.

La constitution de l'an VIII avait créé une subdivision intermédiaire entre le canton et le département: l'arrondissement, ayant à sa tête un sous-préfet – sauf pour l'arrondissement du chef-lieu du département où résidait le préfet; on comptait trois à cinq arrondissements par département²⁹.

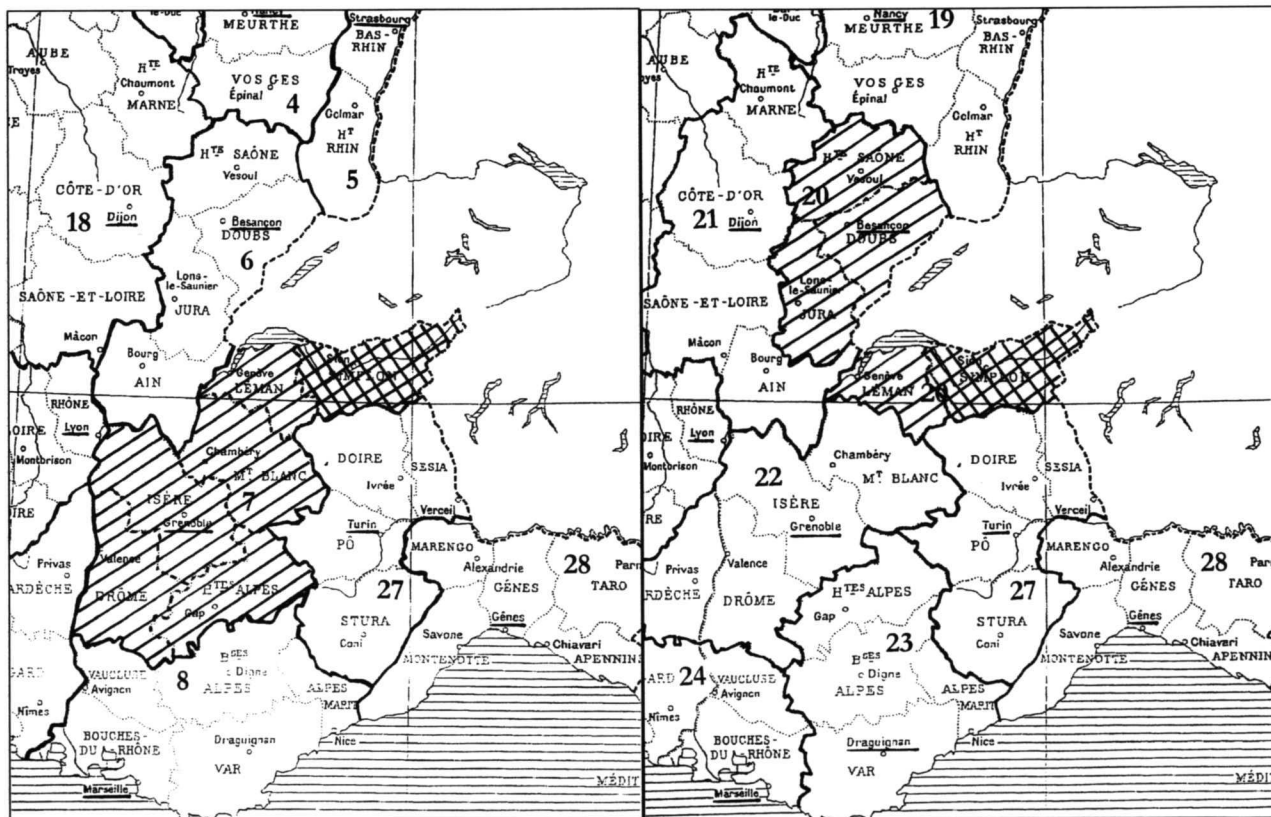
²⁶ AAE, Correspondance Valais, vol. 9, p. 100.

²⁷ Ch. E. DE RIVAZ, *Mes souvenirs de Paris*, pp. 82 et 87.

²⁸ A. J. DE RIVAZ, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, édités par André Donnet, Lausanne 1961, t. I, p. 283.

²⁹ Pour ces questions on consultera l'ouvrage de Jacques GODECHOT, *Les constitutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, Livre V, chap. III: «L'administration locale de la France», pp. 508-516.

Le département du Simplon dans l'empire français: deux exemples d'intégration



Divisions militaires

Légions de gendarmerie

Dès le décret d'annexion signé, Napoléon demande au ministre de l'Intérieur, Montalivet³⁰, de lui présenter rapidement un projet de décret d'organisation du nouveau département et de conférer à cet effet avec la députation valaisanne encore présente à Paris³¹. Le ministre soumet alors le dossier à la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat, rencontre les Valaisans et écrit à l'Empereur, le 28 novembre, pour lui faire part de ses réflexions³²:

«Votre Majesté m'a ordonné de lui présenter un projet de décret pour organiser le département du Simplon sous le rapport soit de l'administration, soit de l'ordre judiciaire, soit des finances, de sorte qu'au 1^{er} janvier 1811 ce département puisse marcher comme la France. Votre Majesté a ajouté que je devais conférer à cet effet avec une députation valaisanne qui est à Paris.

J'ai conféré avec cette députation et j'ai cherché à me former de la topographie de ce pays, de ses ressources, de ses productions, de ses besoins, de son ancien ordre administratif financier et judiciaire une idée la plus positive possible; j'ai été aidé par mes souvenirs en l'ayant autrefois parcouru³³. J'ai eu à deviner un travail fait par Monsieur Roederer³⁴ d'après les conférences avec les Valaisans et auquel ils m'ont souvent renvoyé; ce travail ne m'a point été communiqué³⁵.

Mais, Sire, mon embarras est extrême pour proposer à votre Majesté une organisation conforme à celle des départements de la France; il ne faut pas se dissimuler que les dépenses de l'ordre administratif, celles de l'ordre judiciaire et les frais de perception et des contributions coûteraient bien au-delà de tout ce que le pays peut produire. Que serait-ce en ajoutant aux dépenses celles de premier établissement?

Le Valais a environ 60 000 âmes de population répartie dans des vallées qui n'ont de communications entre elles que par les parties inférieures et qui souvent restent isolées pendant plusieurs mois de suite. Cette disposition des lieux exigerait la formation de trois arrondissements qui représenteraient 12 cantons ou justices de paix. J'ai inutilement cherché à réduire le nombre des cantons; les habitudes prises et fondées sur la topographie du pays s'y opposent. On pourrait rigoureusement ne former que deux arrondissements: Brigue et Sion».

³⁰ Jean-Pierre Bachasson, comte de Montalivet (1766-1823), ministre de l'Intérieur depuis le 1^{er} octobre 1809. Ce ministère a alors des attributions très larges: Intérieur, mais aussi Instruction publique, Agriculture, Commerce...

³¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, vol. XXI, n° 17127.

³² AN, F/1a/436.

³³ Sans doute à l'époque où il est directeur général des Ponts et Chaussées (1806) et a donc, à ce titre, la responsabilité de la route du Simplon.

³⁴ Pierre Louis Roederer (1754-1835), conseiller d'Etat, sénateur, avait été chargé par Napoléon de diriger les conférences avec les Valaisans.

³⁵ A l'époque, le Valais était encore indépendant, le travail avait donc été communiqué au ministre des Affaires extérieures et non au ministre de l'Intérieur.

Le ministre expose alors à l'Empereur la faiblesse de la population des villes, la modicité des ressources, l'absence d'édifices publics, puis il poursuit: «D'après ces considérations je pense qu'il serait convenable d'établir dans le Valais une administration provisoire, à peu près comme Votre Majesté l'a fait pour l'Ile d'Elbe³⁶.

Un commissaire qui n'aurait ni l'existence ni les prétentions d'un préfet coûterait, avec ses frais de bureau, 10 ou 12000 Frs; il pourrait être nommé pour chaque canton un maire qui aurait des adjoints dans chaque commune. Ce maire serait un homme considérable et l'on pourrait le faire correspondre directement avec le commissaire.

Il n'y aurait qu'un tribunal de 1^{ère} instance pour tout le Valais, mais les juges de paix auraient une compétence plus étendue que dans tout le reste de la France».

Le ministre termine ensuite sa lettre en demandant à l'Empereur son sentiment sur ces propositions: «Si Votre Majesté adopte ces idées, je lui soumettrai un projet de décret en conséquence. Si au contraire [...] Votre Majesté veut organiser le département du Simplon dès à présent comme les autres, ce sera dans ce sens que je terminerai mon travail».

Montalivet propose donc à l'Empereur de faire du département du Simplon une exception, tout au moins temporaire, en allégeant considérablement l'organisation administrative. Deux jours plus tard, Napoléon lui adresse une note³⁷ par laquelle il décide que «Le Valais formera un département sous le nom de département du Simplon. Le département sera divisé en trois sous-préfectures et douze cantons. Il y aura un seul tribunal qui sera composé de cinq membres et qui siègera à Sion. Le ministre de l'Intérieur chargera une commission des députés du Valais de préparer une organisation définitive de la justice, de l'intérieur et des finances, de manière qu'on puisse organiser définitivement toutes les parties et les mettre en activité en 1811».

Napoléon, soucieux de l'homogénéité de l'Empire, n'a donc pas suivi les propositions de son ministre puisque la seule exception notable est la création d'un tribunal unique au lieu des trois qu'auraient nécessité le nombre des sous-préfectures.

A partir de la note de l'Empereur, la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat, présidée par le comte Regnault de Saint-Jean d'Angély³⁸, propose un projet de décret en date du 5 décembre³⁹: les douze anciens dizains de la République indépendante deviennent les douze cantons du département, qui est divisé en trois

³⁶ L'Ile d'Elbe fut réunie à la France le 26 août 1802; elle était administrée par un commissaire général et non par un préfet. En 1809 elle fut incorporée au département de la Méditerranée, chef-lieu Livourne.

³⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, vol. XXI, n° 17176: note pour le ministre de l'Intérieur, du 30 novembre 1810.

³⁸ Michel Louis Etienne Regnault de Saint-Jean d'Angély (1762-1819), conseiller d'Etat, secrétaire de la famille impériale en 1807.

³⁹ AN, F/5(II)/SIMPLON/1.

arrondissements dont les chefs-lieux sont à Saint-Maurice (cantons de Monthey, Saint-Maurice, Martigny, Entremont), à Sion (cantons de Sion, Hérémence, Sierre et Loèche) et à Brigue (cantons de Rarogne, Viège, Brigue et Conches); un seul tribunal de première instance est prévu à Sion.

Pendant que les plus hautes autorités de l'Empire français se consacrent à l'organisation du département, Charles Emmanuel de Rivaz le membre le plus actif de la députation valaisanne, de retour en Valais⁴⁰ le 17 novembre, est mis à contribution par Derville-Malécharde pour donner son opinion sur le même sujet⁴¹: «Je proposais douze juges de paix, un par dixain; trois tribunaux, un par arrondissement. J'en faisais un à Brigue comprenant les cinq dixains allemands; un à Sion comprenant Sierre, Sion et Hérémence. Je proposais d'y joindre Ardon et Chamoson en les détachant de Martigny auquel ils appartenaient dans ce moment là. Un troisième des quatre dixains inférieurs. Leur population aurait été comme suit:

– Arrondissement de Brigue environ	18000
– Arrondissement de Sion environ	19000
– Arrondissement de Saint-Maurice environ	22000».

Quelques jours plus tard, le chargé d'affaires Derville-Malécharde envoie à Champagny, ministre des Affaires extérieures, son projet d'organisation sous le titre: *Département du Simplon, division du territoire, division administrative*⁴². Ce projet contient sept paragraphes, dont quatre concernent les grandes divisions du département, ainsi qu'un ajout sur l'organisation judiciaire:

«1 – Le département du Simplon est divisé en trois arrondissements de sous-préfecture dont les chefs-lieux sont Brigue, Sion capitale du département, et Saint-Maurice.

2 – L'arrondissement de Brigue s'étendra depuis le Mont de la Fourche jusqu'au torrent de la Raspille: il comprendra les dixains parlant allemand et une population d'environ 20 mille âmes. Cinq cantons et cinq justices de paix: Ernen, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche. C'est la démarcation des anciens dixains allemands.

Il serait indispensable de réunir Mörel et Grengiols à Brigue, ce territoire faisant aujourd'hui partie du dixain de Rarogne en est totalement séparé et se trouve enclavé dans les dixains de Conches et de Brigue.

On pourrait donner en échange à Rarogne la commune d'Eggerberg, dixain de Brigue, celles de Baltschieder, de Lalden et tout ce que le dixain de Viège a sur la rive droite du Rhône.

⁴⁰ Ch. E. DE RIVAZ, *Mes souvenirs de Paris*, p. 78.

⁴¹ *Ibidem*, p. 106.

⁴² AAE, Correspondance Valais, vol. 9 p. 263, 26 novembre 1810.

3 – L'arrondissement de Sion s'étendrait depuis la Raspille jusqu'au torrent de la Losenche; il comprendrait les dixains de Sierre, Sion et Hérémence avec une population un peu au-dessus de 19 mille âmes, trois cantons et justices de paix: Sion, Sierre et Hérémence.

Par cette division, on enlèverait à l'arrondissement de Saint-Maurice les communes d'Ardon et de Chamoson, de l'ancien dixain de Martigny, et le torrent de la Losenche serait substitué à celui de la Liserne.

Ainsi l'on donnerait plus de population, une limite plus géographique à ces deux communes dont les habitants seraient plus près de leurs juges naturels venant de Sion qu'allant à Martigny.

4 – L'arrondissement de Saint-Maurice commencerait à la Losenche et finirait à Saint-Gingolph, frontière du Léman. Il comprendrait les dixains de Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey avec une population de vingt mille âmes, quatre cantons et justices de paix: Martigny, Sembrancher (parce qu'il est situé entre les vallées d'Entremont et de Bagnes), Saint-Maurice et Monthey.

N.B.: Telle est incontestablement la meilleure division territoriale du nouveau département; et s'il existe une lutte très forte entre les citoyens de Martigny, Monthey et Saint-Maurice pour la sous-préfecture il suffit de jeter les yeux sur la carte, d'apprécier les distances et l'importance de Saint-Maurice, située à la frontière suisse, et de connaître son territoire, le plus stérile de la république, pour résoudre la question en sa faveur».

Le rapport de Derville-Malécharde contient aussi un ajout concernant l'organisation judiciaire qui comprendrait trois tribunaux de première instance à Viège, Sion et Martigny; il ajoute cependant la remarque suivante: «Les sous-préfectures étant établies à Brigue et Saint-Maurice, il serait juste et convenable de placer les tribunaux dans ces deux derniers bourgs qui ne sont pas trop éloignés des ressortissants qui ont une certaine importance». Cette contradiction entre la note et le rapport lui-même montre bien les influences contradictoires qui devaient s'exercer alors sur l'ancien chargé d'affaires de France, à propos de l'organisation du département, de la part de certains Valaisans.

Derville-Malécharde propose donc de modifier certaines limites des anciens dizains avant d'en faire des cantons. La partie orientale du dizain de Rarogne, enclavée entre les dizains de Conches et de Brigue, serait annexée à ce dernier. En compensation, le dizain de Rarogne recevrait des territoires appartenant aux dizains de Brigue et de Viège. La suppression des enclaves n'est pas particulière au département du Simplon, elle procède d'une volonté générale de simplification des limites en faisant, s'il le faut, table rase du passé. La même évolution peut s'observer, par exemple, dans les départements italiens de l'Empire français.

Derville-Malécharde reprend également dans ce rapport l'avis de Charles Emmanuel de Rivaz, proposant de détacher les communes d'Ardon et de Chamoson du dizain de Martigny pour les rattacher à celui de Sion. Cette modification vise à justifier son choix en faveur de Saint-Maurice comme sous-préfecture du Bas-Valais, de préférence à Martigny, en éliminant de cet arrondissement deux communes très éloignées de Saint-Maurice à un moment où la compétition

entre les deux villes semble très forte si l'on se réfère à la note du paragraphe 4 du rapport du chargé d'affaires.

C'est d'ailleurs certainement lors de leur entrevue du 21 novembre à Sion que Derville-Malécharde met de Rivaz au courant des prétentions de Martigny à devenir la sous-préfecture du Bas-Valais; peut-être a-t-il déjà reçu un exemplaire d'un mémoire rédigé par deux notables de Martigny, Jean Philippe Morand, président du dizain, et le docteur Gay, visant à établir la supériorité de leur cité. Le chargé d'affaires de France assure certainement son interlocuteur de sa détermination à favoriser Saint-Maurice comme siège de la sous-préfecture, mais aussi de l'éventualité que le tribunal soit fixé à Martigny.

De retour à Saint-Maurice, Charles Emmanuel de Rivaz, sans doute inquiet, va alors rédiger le 28 novembre un *Mémoire dressé pour établir que Saint-Maurice doit avoir la sous-préfecture et le tribunal de préférence à Martigny*. La minute de ce mémoire⁴³ a été conservée mais nous n'avons retrouvé aucune trace de l'original aux Archives nationales. Il a pourtant été remis aux autorités françaises en Valais en la personne du général César Berthier, qui l'a transmis au ministre de la guerre Clarke, duc de Feltre⁴⁴, qui l'a fait suivre au ministre de l'Intérieur, le comte de Montalivet, avec le courrier suivant: «Monsieur le comte, j'ai l'honneur d'adresser ci-joint à votre Excellence copie d'une lettre du général César Berthier, commissaire général de Sa Majesté dans le Valais, relative aux divers avantages que présentent les villes de Saint-Maurice et de Martigny pour l'établissement d'une sous-préfecture. J'y joins également cinq pièces que le général César Berthier m'a adressées sur cet objet»⁴⁵. Ces cinq pièces ont disparu mais nous pouvons les reconstituer par recoupement; trois d'entre elles concernent Martigny, nous les connaissons par un autre exemplaire qui a été envoyé le 7 décembre par les notables de cette ville directement au ministre de l'Intérieur⁴⁶; il s'agit du mémoire en faveur de Martigny⁴⁷, d'un tableau comparatif joint en annexe et de la lettre d'accompagnement. Nous pouvons donc en déduire que les deux autres pièces que nous n'avons pu retrouver sont l'original du mémoire de Charles Emmanuel de Rivaz, dont nous avons par ailleurs la minute⁴⁸, et sa lettre d'accompagnement au général Berthier.

Il n'est pas inintéressant de confronter ces deux mémoires, rédigés presque au même moment, dont les rédacteurs respectifs connaissaient visiblement une partie des arguments mis en avant par l'autre. Nous ne présenterons que leurs arguments historiques ou géographiques.

⁴³ AEV, Rz, cart. 78, fasc. 8. La minute de ce mémoire est publiée en annexe p. 54

⁴⁴ Henry-Jacques-Guillaume Clarke (1765-1818), duc de Feltre, ministre de la Guerre depuis le 9 août 1806.

⁴⁵ AN, F/1e/205: lettre du 18 décembre 1810 émanant du Bureau des opérations militaires signée du duc de Feltre et adressée au ministre de l'Intérieur.

⁴⁶ Ces pièces ont été retournées par le Conseil d'Etat au ministère de l'Intérieur le 24 janvier 1811.

⁴⁷ AN, F/1e/20: ce mémoire ainsi qu'une partie du tableau sont publiés en annexe p. 52.

⁴⁸ Voir note 43.

Le passé de chacune des deux villes est évoqué mais les époques de référence ne sont pas les mêmes: pour Martigny c'est évidemment la période de l'Empire romain et de l'antique Octodure qui est mise en avant, en y ajoutant l'épisode du passage de Bonaparte et de son armée par le Grand-Saint-Bernard en 1800; pour les auteurs du mémoire, l'évocation simultanée des empereurs romains et de celui qui était devenu Empereur des Français ne pouvait que renforcer les chances de Martigny à devenir une sous-préfecture de l'Empire. Pour Saint-Maurice, par contre, ce sont les périodes médiévales et modernes qui fondent les prétentions de la ville, résidence des baillis du Chablais à l'époque savoyarde, puis, à partir du XVI^e siècle, du gouverneur du Bas-Valais.

Sur le plan des convenances géographiques, même si Martigny semble mieux placée que Saint-Maurice, comme tendrait à le montrer le tableau comparatif, chacune des deux villes propose des modifications de limites, pour améliorer sa centralité dans le futur arrondissement bas-valaisan, afin d'obtenir le siège de la sous-préfecture. Pour les uns, ceux de Martigny, il faudrait rectifier la limite entre le département du Léman et celui du Simplon en la fixant à La Porte-du-Scex, ce qui enlèverait au département les deux communes les plus éloignées de Martigny: Saint-Gingolph et Port-Valais. De son côté, Charles Emmanuel de Rivaz envisage de détacher non seulement Ardon et Chamoson, comme il l'avait conseillé à Derville-Malécharde⁴⁹, mais aussi Leytron, Riddes et Isérables, ces cinq communes devant être rattachées à l'arrondissement de Sion.

En ce qui concerne le siège du tribunal de première instance de l'arrondissement bas-valaisan, Charles Emmanuel de Rivaz a été informé par Derville-Malécharde de l'éventualité de son installation à Martigny; il s'emploie donc à montrer que dans l'Empire, la fixation du tribunal de première instance dans une ville différente du chef-lieu d'arrondissement est une exception⁵⁰.

Tandis qu'en Valais les partisans de chacune des deux villes développent leur arguments, à Paris, les discussions se poursuivent pour définir l'organisation du nouveau département. Nous avons vu qu'un premier projet de décret avait été proposé par la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat, le 5 décembre; or le lendemain, Champagny, ministre des Affaires extérieures, transmet au ministre de l'Intérieur le rapport de Derville-Malécharde, du 26 novembre⁵¹, dont nous avons cité plus haut une partie du contenu⁵². Le rapport diffère sur deux points importants du premier projet du Conseil d'Etat: il n'est pas prévu qu'il n'y ait qu'un seul tribunal et surtout le découpage des trois arrondissements est différent puisque Derville-Malécharde propose le regroupement des cinq dizains allemands dans l'arrondissement de Brigue alors que le Conseil d'Etat n'en place que quatre, le dizain de

⁴⁹ Voir note 41.

⁵⁰ Voir annexe, p. 56.

⁵¹ AN, F/1e/205.

⁵² Voir ci-dessus p. 32.

Loèche faisant partie de l'arrondissement de Sion. Le ministre de l'Intérieur Montalivet demande donc au comte Regnault de Saint-Jean d'Angély de poursuivre les consultations afin de pouvoir présenter rapidement à Napoléon un projet de décret définitif.

Charles Emmanuel de Rivaz est justement de retour à Paris le 11 décembre et il rencontre le 19, en compagnie de Léopold de Sépibus⁵³, le comte Regnault de Saint-Jean d'Angély. Il écrit dans ses mémoires: «Le comte Regnault régla avec nous les arrondissements de sous-préfectures: Sion, Brigue, Saint-Maurice, les justices de paix. Sur la demande de Monsieur de Sépibus, il se prêta à en établir une à Mörel»⁵⁴. Léopold de Sépibus, natif de Mörel, y ayant des intérêts commerciaux, a sans doute voulu par cette demande, à défaut de voir maintenir l'intégrité du dizain de Rarogne, préserver une structure ancienne, celle de la partie orientale de ce dizain, plutôt que de la voir se fondre dans le canton de Brigue comme le proposait le projet de Derville-Malécharde.

Celui-ci, absent lors de cette réunion, s'en souviendra l'année suivante lorsqu'il rédigera, en tant que préfet, la notice de Léopold de Sépibus destinée à faire partie de la *Statistique personnelle du département du Simplon*⁵⁵: «Il a su tirer parti de son séjour à Paris et de sa position pour y stipuler le plus possible les intérêts du Haut-Valais et même ceux de sa commune». Nul doute que Derville-Malécharde fait allusion à cette demande agréée de Léopold de Sépibus qui constitue en tout cas l'acte de naissance du treizième canton du département.

Derville-Malécharde, qui rentre à ce moment du Valais, apprend par de Rivaz les résultats de la réunion du 19, probablement lors d'un dîner chez le ministre de l'Intérieur le lendemain⁵⁶. Il comprend alors que ses vues sur l'organisation du territoire, précisées dans son rapport du 26 novembre, n'ont été que peu suivies et il écrit dès le 21 au ministre des Affaires extérieures pour exprimer son mécontentement: «Ce qui vient de m'être rapporté de la circonscription du territoire me la fait regarder comme inadmissible. J'ai dans le temps présenté des vues sur cet égard à votre Excellence»⁵⁷.

Dans les jours qui suivent, de Rivaz et Derville-Malécharde se rencontrent encore à deux reprises pour régler sans doute quelques points de détail, le 24 décembre et le 26 au matin: «cela pressait sans doute puisque le décret d'organisation du département du Simplon fut signé le même jour par l'Empereur à sept heures du soir»⁵⁸.

⁵³ Léopold de Sépibus (1759-1832) président de la députation valaisanne à Paris, ancien grand bailli.

⁵⁴ Ch. E. DE RIVAZ, *Mes souvenirs de Paris*, p. 87.

⁵⁵ André DONNET, «Personnages du Valais fichés par l'administration française du département du Simplon (1811). Trois exemples de la "Statistique morale et personnelle" de l'Empire» dans *Vallesia* XLI/1986, p. 208.

⁵⁶ Ch. E. DE RIVAZ, *ibidem*, p. 87.

⁵⁷ AAE, Correspondance Valais, vol. 9, p. 325.

⁵⁸ *Bulletin des lois de l'Empire français*, 4^e série, tome XIII, second semestre 1810. Imprimerie impériale, mars 1811.

Le décret consacre la division en trois arrondissements⁵⁹:

- l'arrondissement de Saint-Maurice regroupant les cantons de Monthey, Saint-Maurice, Martigny et Entremont,
- l'arrondissement de Sion regroupant les cantons de Sion, Hérémence, Sierre et Loèche,
- l'arrondissement de Brigue regroupant les cantons de Rarogne, Viège, Brigue, Mörel et Conches.

Les limites de ces cantons sont celles des anciens dizains, à l'exception du canton de Mörel qui remplace la partie orientale du dizain de Rarogne.

Si l'arrondissement de Brigue comprend bien cinq cantons, ce ne sont pas ceux qui étaient prévus par le rapport de Derville-Malécharde ou les conseils de Charles Emmanuel de Rivaz; en effet l'un des «dizains allemands» celui de Loèche est regroupé avec l'arrondissement de Sion qui constitue donc un ensemble composite puisque les deux langues y sont parlées et que son territoire est constitué de parties du Haut comme du Bas-Valais. Les hauts fonctionnaires parisiens, le comte Regnault ou le ministre de l'Intérieur Montalivet, mais sans doute l'Empereur lui-même, ont voulu par ce découpage rompre avec le passé et, comme l'écrivait Napoléon à Champagny au mois de septembre 1810: «former la fusion des deux parties du Valais pour donner le plus d'influence qu'il sera possible au Bas-Valais sur le Haut»⁶⁰. L'historien Emile Biollay parle, à propos du décret d'organisation du 26 décembre, de la réparation d'une «erreur» historique, celle de la séparation du Valais en deux parties, qui retrouve avec cette nouvelle division en trois parties une organisation plus conforme à la géographie⁶¹.

Charles Emmanuel de Rivaz peut écrire à sa femme le 29 décembre: «il n'a pas plus été question de Martigny pour sous-préfecture ou pour tribunal que du Monopatapa. La sous-préfecture sera à Saint-Maurice; quant au tribunal il ne sera ni à Saint-Maurice, ni à Monthey, ni à Martigny: il n'y en aura qu'un seul pour le Valais, qui sera à Sion»⁶².

La rivalité entre Martigny et Saint-Maurice exceptée, la seule contestation de l'organisation du territoire du département va se manifester au début du mois de février 1811, quelques jours seulement après que le général César Berthier ait reçu de Paris le décret d'organisation⁶³. Le 11 février, les représentants des communes du val d'Anniviers, Mathias Monnier pour Grimentz, Jean George Roux pour Ayer et Pierre Martin pour Luc, vont adresser une pétition au général pour lui demander la création d'un nouveau canton «pour accorder à cette vallée isolée [...] un juge de paix particulier dans son sein, à l'exemple du canton d'Hérémence son voisin,

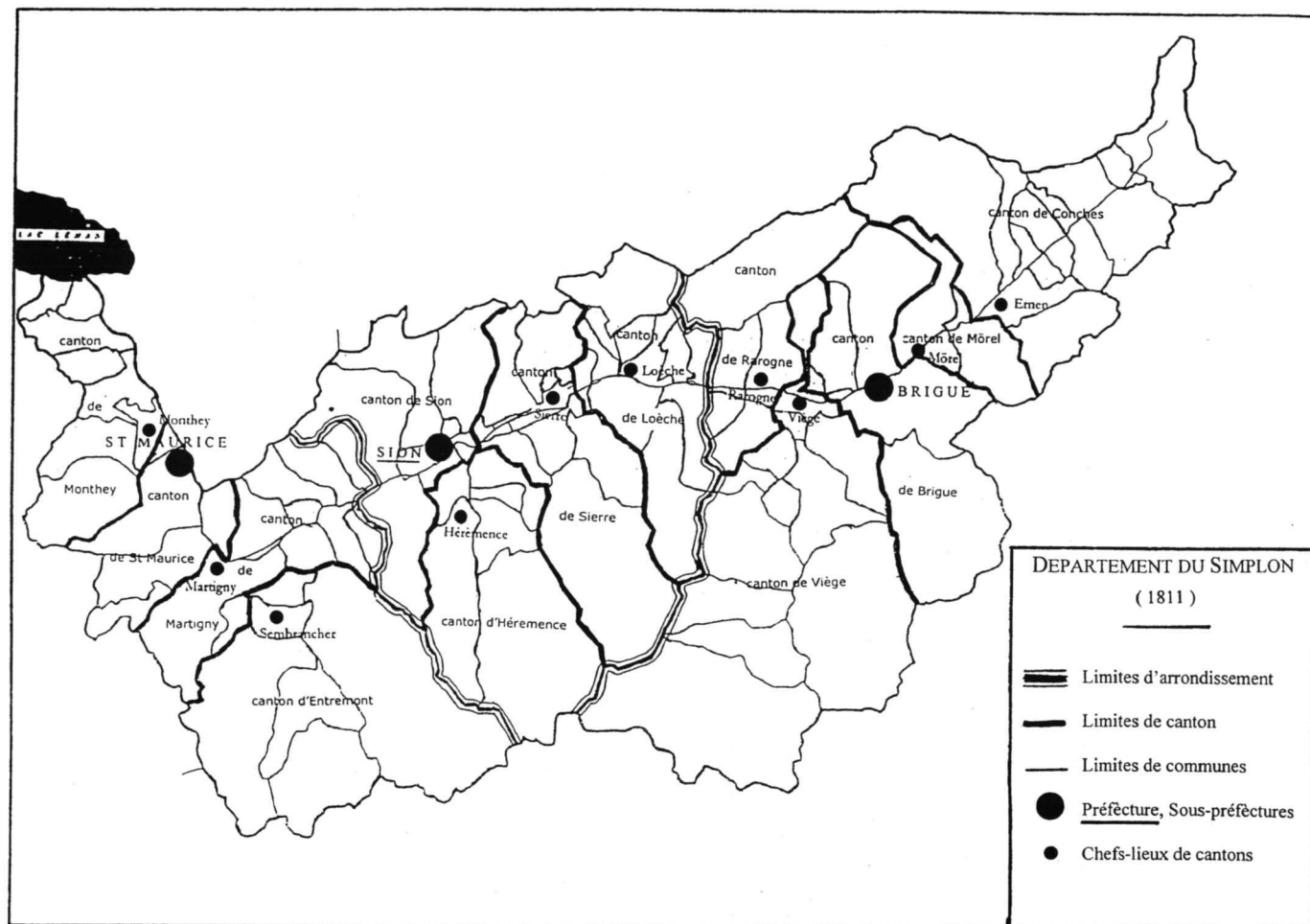
⁵⁹ Voir carte p. suivante.

⁶⁰ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. XXI, n° 16870, 6 septembre 1810.

⁶¹ Emile BIOLLAY, «Des treize cantons du département (1813) aux treize dixains du canton (1815)», dans *Annales valaisannes* 1965, pp. 11-52.

⁶² AEV, Rz 45, fasc. 17 n° 9.

⁶³ AN, F/1e/205.



lesquelles deux vallées ont joui d'un temps immémorial du doux avantage d'avoir leurs juges dans leur enceinte»⁶⁴. Le général Berthier transmet cette pétition au ministre de la Guerre, le 16 février, qui la fait suivre au ministre de la Justice, le 24, qui l'envoie pour finir au ministre de l'Intérieur. Celui-ci demande son avis à Derville-Malécharde, devenu entre-temps préfet du département, le 28 mars⁶⁵. Nous n'avons aucune trace de sa réponse; il n'y en eut d'ailleurs peut-être pas car les Anniviards tentent une nouvelle démarche dans le courant du mois d'août auprès d'Augustini⁶⁶ à qui ils demandent son appui. Celui-ci va écrire le 23 août 1811 au baron Gaspard Eugène Stockalper⁶⁷, dont les fonctions de conseiller à la cour impériale de Lyon doivent lui permettre d'intervenir auprès du ministre de la Justice, non pas pour créer un nouveau canton mais simplement pour qu'un juge de paix suppléant puisse résider dans la vallée. Augustini, dans sa lettre, rappelle d'abord l'injustice qu'a constitué à ses yeux la création du canton de Mörel: «Vous vous rappelez sans doute encore de ce qui a été dit au sujet du canton de Mörel qui n'a jamais été qu'un tiers d'un dixain et qui se trouve aujourd'hui un canton, quoique le plus éloigné de ses habitants n'a que deux lieues à faire pour arriver par des chemins sûrs, l'été et l'hiver, au chef-lieu, près de son juge de paix, tandis que des habitants d'autre cantons ont jusqu'à six lieues à faire par des chemins dangereux pour arriver chez leur juge de paix. Ce qui occasionne naturellement des murmures et de la jalousie». Après avoir ensuite décrit les difficultés éprouvées par les habitants du val d'Anniviers, il poursuit: «J'ai cru trouver un moyen de soulagement pour eux, sans agir directement contre le décret impérial du 26 décembre 1810, le voici: qu'il plaise à S. M. de nommer un suppléant de la justice de paix du canton de Sierre dans la personne d'un habitant de la vallée d'Anniviers qui y fasse les fonctions de juge de paix, à raison de leur éloignement et difficulté. (...) Par ce moyen la difficulté sera applanie, sans créer un nouveau canton»⁶⁸.

Le baron Stockalper transmet cette demande au ministre de la Justice, qui fait suivre le 21 septembre au ministre de l'Intérieur, qui s'adresse au préfet Derville-Malécharde le 5 octobre. Cette fois-ci, celui-ci répond le 28: «Presque toutes les vallées de ce département, et principalement celle de Viège, peuvent être assimilées à celle d'Anniviers: le grand éloignement des villages et des hameaux composant les communes de Vissoie et de Luc⁶⁹, les obstacles résultant des débordements de torrents, des avalanches qui rendent les communications difficiles avec le chef-lieu de justice de paix, sont des inconvénients communs à la presque totalité des communes montagnardes de ce département»⁷⁰. Le préfet termine ensuite sa lettre en refusant la pétition. Il ne souhaite sans doute pas prendre le risque de voir se multiplier ce type de demande. La division du département en treize cantons ne sera plus remise en cause jusqu'au départ des Français.

⁶⁴ AN, F/2(I)/872.

⁶⁵ *Ibidem*

⁶⁶ Antoine-Marie Augustini (1742-1823), ancien grand bailli du Valais.

⁶⁷ Gaspard Eugène Stockalper (1751-1826), grand bailli au moment de la réunion, conseiller à la cour impériale de Lyon.

⁶⁸ AN, F/2(I)/872.

⁶⁹ En octobre 1811, Ayer et Grimentz ont fusionné avec Vissoie. Il n'y a plus que deux communes dans le Val d'Anniviers voir p. 41.

⁷⁰ AN, F/2(I)/872.

Tandis que les Anniviards revendiquent sans succès la création d'un nouveau canton, le préfet Derville-Malécharde réorganise le territoire à l'échelle de la commune. Déjà, dans son rapport du 26 novembre 1810 relatif à la division administrative du territoire, il précisait, dans le paragraphe 5, ses vues sur les communes: «La circonscription du territoire en mairies ou communes ne peut être bien faite que dans quelques mois: il faut laisser partager les bourses et biens communaux (partageables)⁷¹ et ensuite opérer une grande réduction de communes; il en est qui ont moins de cent individus et d'autres plus de quatre mille, comme celle de Bagnes divisée en plusieurs villages»⁷².

Le décret d'organisation ne change rien aux circonscriptions des communes: «Les communes composant chacun des cantons sont les mêmes que celles qui composaient anciennement les dixains».

Dès son installation à Sion, le préfet se préoccupe de la réorganisation des communes. Il s'agit d'une tâche urgente car c'est un préalable à la nomination des maires qui constituent, dans l'organisation napoléonienne, le relais ultime des volontés du gouvernement et du préfet dans le département.

C'est le 20 mars 1811, soit moins d'un mois après son installation, que Derville-Malécharde fait publier l'arrêté suivant⁷³:

«Considérant que la circonscription actuelle des communes présente des obstacles insurmontables à l'introduction du régime administratif et du système des contributions;

Considérant que la multiplicité des petites communes qui, pour la plupart, n'ont que quelques habitants et sont dépourvues de sujets propres à remplir les fonctions de maires, exige une réduction considérable;

Considérant enfin que la création des sections de communes ayant des adjoints particuliers sous la dépendance directe et exclusive des maires doit concilier les intérêts locaux en facilitant la marche de l'administration, arrête:

⁷¹ Derville-Malécharde changera d'avis à ce sujet quelques mois plus tard (AN, F/6(II)/SIMPLON/1).

⁷² AAE, Correspondance Valais, vol. 9, p. 263.

⁷³ AN, F/1b(II)/SIMPLON/1.

La circonscription des communes du département du Simplon demeure définitivement fixée ainsi qu'il suit⁷⁴:

*Commune de rattachement*⁷⁵

- 1 – Sion, chef-lieu
- 2 – Bramois
- 3 – Nendaz
- 4 – Ayent
- 5 – Grimisuat
- 6 – Savièse
- 7 – Saint-Séverin⁷⁷
- 8 – Leuk, chef-lieu
- 9 – Gampel et Jeizinen
- 10 – Albinen
- 11 – Erschmatt
- 12 – Leukerbad
- 13 – Inden
- 14 – Varen
- 15 – Salgesch
- 16 – Unterems
- 17 – Turtmann
- 18 – Sierre, chef-lieu
- 19 – Venthône
- 20 – Miège
- 21 – Saint-Maurice-de-Lagues
- 22 – Lens
- 23 – Vissoie⁷⁹
- 24 – Saint-Luc
- 25 – Chalais, Chippis, Vercorin
- 26 – Granges
- 27 – Grône
- 28 – Saint-Léonard
- 29 – Hérémenche
- 30 – Vex
- 31 – Evolène

*Communes supprimées*⁷⁶

- Salins
- Veysonnaz
Arbaz
- Vétroz
Guttet, Feschel, Agarn
- Bratsch
- Oberems
Ergisch
Veyras
- Randogne, Laques⁷⁸
Icogne, Montana, Chermignon
Grimentz, Ayer
- Champsabé⁸⁰
- La Vernaz, Les Agettes

⁷⁴ Pour une meilleure compréhension, la graphie des noms des communes adoptée est celle des cartes topographiques modernes.

⁷⁵ Cette colonne correspond aux communes maintenues auxquelles parfois ont été rattachées des communes supprimées. Les numéros sont ceux qui figurent dans l'arrêté. Ils sont reportés sur la carte de la p. 44.

⁷⁶ Les communes supprimées sont transformées en sections.

⁷⁷ Cette commune est ensuite dénommée Conthey dans l'*Almanach du département du Simplon* (1813).

⁷⁸ Correspond aujourd'hui à la commune de Mollens.

⁷⁹ D'après E. ZUFFEREY, *Le passé du Val d'Anniviers*, Sierre 1927 (rééd. 1973), p. 70, Saint-Jean a été rattachée en même temps que Grimentz et Ayer à Vissoie.

⁸⁰ Champsabé n'est plus mentionné comme section après 1812.

32 – Saint-Martin	
33 – Mase	
34 – Nax	Vernamiège
35 – Brig, chef-lieu	Glis, Ried, Termen, Eggerberg
36 – Naters	Birgisch
37 – Mund	
38 – Simplon	
39 – Zwischbergen	Alpien
40 – Oberwald	
41 – Obergesteln	
42 – Münster	Ulrichen, Geschinen
43 – Reckingen	
44 – Biel	Gluringen, Ritzingen, Selkingen
45 – Binn	
46 – Niederwald	Blitzingen, Bodme
47 – Fiesch	Fieschertal
48 – Bellwald	
49 – Ernen, chef-lieu	Steinhaus, Mühlebach, Niederernen, Ausserbinn, Lax Eyholz, Lalden, Baltschieder, Gründen ⁸¹
50 – Visp, chef-lieu	
51 – Visperterminen ⁸²	
52 – Stalden	Staldenried, Eisten, Niederrussen
53 – Grund, vallée de Saas	Fee, Almagell, Balen
54 – Grächen	
55 – Sankt-Niklaus	Gasenried, Matt
56 – Randa	
57 – Täsch	
58 – Zermatt	
59 – Embd	
60 – Törbel	
61 – Zeneggen	
62 – Raron, chef-lieu	Ausserberg
63 – Niedergesteln	Hohtenn, Steg
64 – Unterbäch	Bürchen
65 – Eischoll	
66 – Ferden, vallée de Lötschen	Kippel, Wiler, Blatten
67 – Mörel, chef-lieu	Ried, Bitsch, Betten, Greich, Goppisberg, Filet, Bister

⁸¹ Ancienne commune du district de Viège, réunie en 1922 à la commune d'Ausserberg.

⁸² Dénommée Therbinnen pendant toute la période.

68 – Grengiols
 69 – Saint-Maurice et dépendances
 chef-lieu
 70 – Collonges
 71 – Salvan
 72 – Massongex
 73 – Monthey et Choëx, chef-lieu
 74 – Troistorrents
 75 – Val-d'Illeiez
 76 – Quartier d'en Bas
 77 – Vionnaz
 78 – Vouvry
 79 – Port-Valais
 80 – Saint-Gingolph
 81 – Martigny, chef-lieu
 82 – Fully
 83 – Saillon
 84 – Leytron
 85 – Chamoson
 86 – Ardon
 87 – Isérables
 88 – Riddes
 89 – Saxon
 90 – Bovernier
 91 – Sembrancher
 92 – Vollèges
 93 – Bagnes
 94 – Orsières
 95 – Liddes
 96 – Bourg-Saint-Pierre

Martisberg
 Vérossaz, Mex

Dorénaz, Le Rosel
 Finhaut

Collombey, Muraz, Illarsaz

D'après les calculs du préfet, le nombre des communes se trouve réduit de 168 à 96; ses motivations sont claires: la nouvelle administration mise en place par les Français est beaucoup plus complexe que celle du régime précédent, et les hommes capables ou volontaires pour la mettre en œuvre et devenir maires ne seront sans doute pas très nombreux.

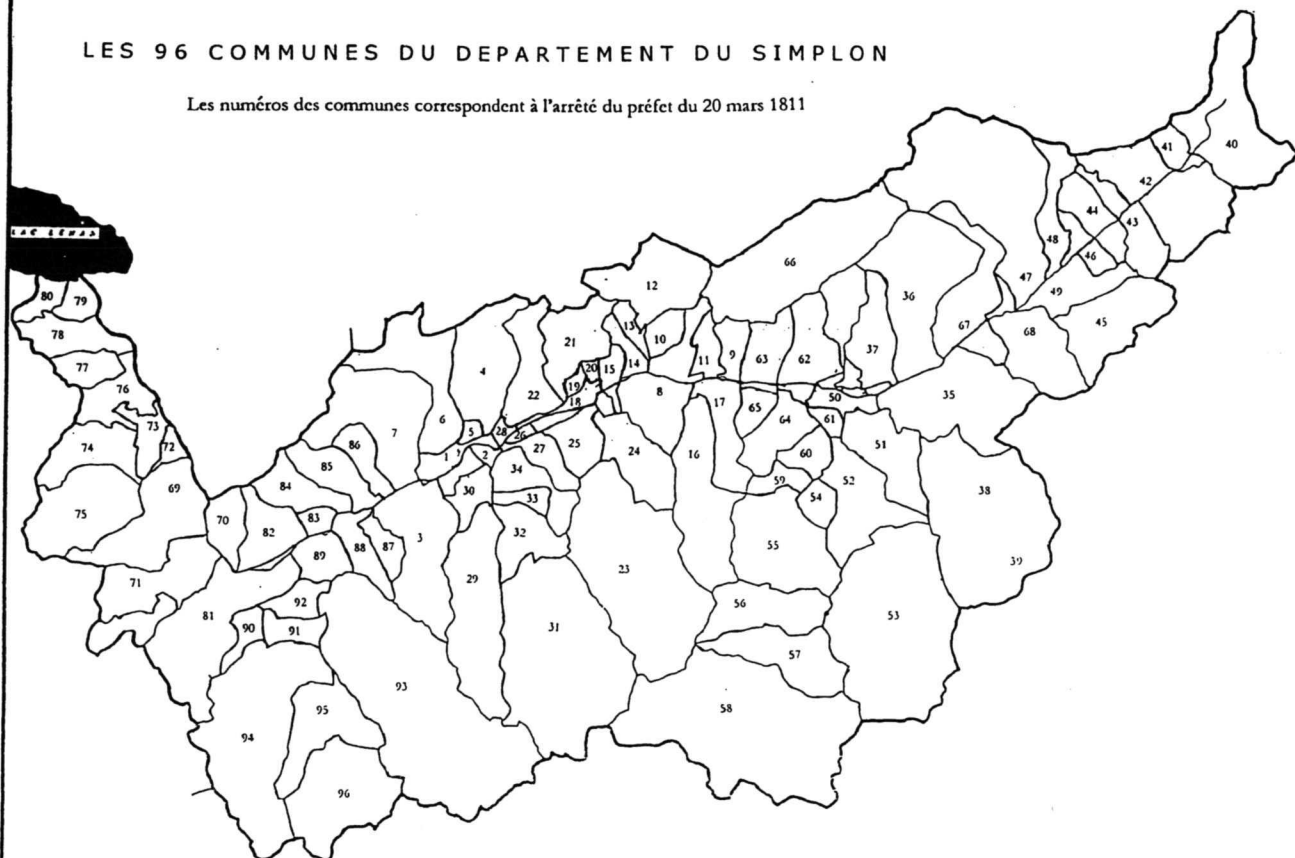
Afin de ménager les susceptibilités locales, le préfet maintient cependant aux communes supprimées le titre de section. La cartographie des communes transformées en section montre bien qu'elles sont presque toutes situées dans le Haut-Valais, là où se trouvaient précisément les communes les moins peuplées.

Ce mouvement de regroupement de communes n'est pas spécifique au département du Simplon: on l'observe dans de nombreux départements de l'Empire, mais jamais avec une telle ampleur⁸³.

⁸³ Voir Jacques GODECHOT, *op. cit.*, note 16, p. 517.

LES 96 COMMUNES DU DEPARTEMENT DU SIMPLON

Les numéros des communes correspondent à l'arrêté du préfet du 20 mars 1811



Deux autres documents nous permettent de recouper, de préciser ou de déceler des modifications ultérieures de ces rattachements: il s'agit d'un état des ressources des communes adressé par le préfet par intérim Locard au ministre de l'Intérieur, le 10 janvier 1812⁸⁴, et de l'*Annuaire du département du Simplon* de 1813. Les principales modifications concernent la commune de Finhaut qui n'a pas été regroupée avec celle de Salvan, comme le prévoyait l'arrêté; et celle de Zwischbergen qui, au contraire, a été rattachée ainsi qu'Alpien à la commune de Simplon – le nombre des communes du département étant toujours de 96.

Ainsi en l'espace de quelques mois, le Valais a été transformé en département du Simplon, intégré à toutes les grandes divisions administratives de l'Empire français, subdivisé en trois arrondissements et treize cantons dont les limites ignorent en partie les anciennes divisions, réduit à un nombre de communes presque moitié moindre: il ressemble ainsi à beaucoup d'autres départements de l'Empire et, sur une carte, aurait presque un «air français».

⁸⁴ AN, F/3(II)/SIMPLON/1.

Mémoire en faveur de l'installation de la sous-préfecture du Bas-Valais à Martigny

**adressé par Jean Philippe Morand, Président du dixain de Martigny,
au ministre de l'Intérieur, le 7 décembre 1810 ***

Excellence,

Le dixain de Martigny a vu avec reconnaissance et admiration la manière bienveillante avec laquelle les changements viennent de s'opérer en Valais et attendait paisiblement leur développement jusqu'à ce qu'il se soit aperçu que l'on se donnait du mouvement pour faire de Saint-Maurice le chef-lieu d'arrondissement du Bas-Valais.

De pareilles démarches nous paraissent indiscrètes dans des temps où nous devons attendre avec confiance et consentir avec empressement à tout ce qui sera réglé pour l'organisation de ce pays.

Cette pensée nous aurait condamnés au silence le plus absolu, sans la crainte où nous sommes que Votre Excellence n'ait pas d'informations exactes sur les localités et les convenances des deux tiers des habitants du Bas-Valais, et que son rapport à Sa Majesté impériale et royale prescrivît pour toujours la prétention de Martigny à la préférence du chef-lieu d'arrondissement, fondée d'ailleurs sur le droit que sa localité lui donne.

Animés de la plus vive confiance qu'inspirent la justice et les vertus éminentes de Votre Excellence, nous prendrons la liberté d'entrer en quelques détails.

La population du dixain d'Entremont approche neuf mille âmes, celle du dixain de Martigny sept mille, celle de Saint-Maurice quatre mille, celle de Monthey six mille cinq cent, ce qui fait un sommaire de vingt six à vingt sept mille âmes.

Les communes d'Entremont et une grande partie de celles de Martigny sont beaucoup plus éloignées de Saint-Maurice que celles des dixains de Saint-Maurice et Monthey ne le sont de Martigny.

Finhaut et Salvan, actuellement compris dans le dixain de Saint-Maurice, sont d'une lieue plus près de Martigny que de Saint-Maurice; une partie d'Outre-Rhône est dans le même cas.

* Deux exemplaires de ce mémoire avaient déjà été remis, sans doute quelques jours plus tôt, au général César Berthier, commissaire général en Valais, et à Derville-Malécharde, chargé d'affaires.

Dans cette position la moitié près des habitants de Saint-Maurice est plus à proximité de Martigny où elle a d'ailleurs ses relations d'intérêt et de commerce.

De cet aperçu, il résulte que dix sept à dix huit mille âmes sont notablement plus distantes de Saint-Maurice que neuf mille pour venir à Martigny; mais pour rendre la différence de la population et des distances plus frappante, nous avons l'honneur de joindre à la présente un tableau comparatif qui, bien qu'imparfait, n'en fait pas moins voir le ridicule du chef-lieu à Saint-Maurice.

D'après cette légère esquisse, la commune de Martigny pourrait-elle se voir privée sans étonnement et sans douleur, de son droit de former le chef-lieu d'arrondissement des quatre dixains inférieurs. Elle ne saurait se persuader, ainsi que la nombreuse population qui l'entoure, avec laquelle elle a des liaisons de parenté, un croisement d'intérêt et de propriété, que ce puisse être la volonté spontanée de Sa Majesté l'Empereur et le Roi, notre Auguste souverain, qui ne peut se rappeler sans quelque attendrissement l'empressement de Martigny dans les transports étonnants d'artillerie, munitions, vivres dont il fut le dépôt central à l'époque où ce héros du monde conduisait ses légions victorieuses à Marengo. Il fut le témoin de son dévouement et des sacrifices qu'exige la présence d'une armée de plus de cinquante mille hommes, quoiqu'il se soit observé une discipline dont il n'y a pas d'exemple. Ces faits sont constatés dans les comptes qui en ont été produits.

L'Entremont n'a pas moins pris la plus grande part à tous les efforts que peuvent faire des peuples pour une Nation à laquelle ils sont tout dévoués. J'en ai reçu des témoignages de satisfaction bien précieux de Sa Majesté impériale et royale, dans les lettres signées de sa main adressées à Monsieur Joris, alors sous-préfet de ce district, et au Président municipal du Bourg Saint-Pierre.

D'un autre côté, nous savons de bonne source que dans les derniers plans concertés entre la commission nommée par Sa Majesté l'Empereur et Roi et les notables du Valais appelés à Paris, Martigny y était désigné pour le chef-lieu d'arrondissement des quatre dixains inférieurs.

Ce ne peut donc être que l'effet d'insinuation égoïste et préjudiciable à l'intérêt des peuples, que sa Majesté impériale et royale a tant à cœur, et d'une soif ardente de s'élever aux dépens de Martigny et des prérogatives qui lui appartiennent, sous quelque point de vue que la chose puisse être considérée. Quelques réflexions ultérieures suffisent pour s'en convaincre.

Nous lisons dans le troisième livre des Commentaires de César, *De bello gallico*, que cet empereur voulait ouvrir le passage par les Alpes Poenines ou Grand Saint-Bernard, pour favoriser le commerce entre l'Italie et les Gaules; [il] envoya Galba, son général, pour passer l'hiver en Valais afin de s'occuper au printemps de cette entreprise difficile. Le général trouvant qu'Octodure, chef-lieu des Vêragriens, actuellement Martigny, était une place des plus importantes par sa position et sa population, le choisit pour y passer l'hiver.

Dès que les chemins furent ouverts, vers le onzième consulat d'Auguste, qui y fit bâtir une ville, le pays de Valais conquis, les trois villes de Sion, Octodure et

Antuates, à la tête du lac Léman, obtinrent le privilège d'habiter le pays latin *jus Latii*; mais il n'y eut qu'Octodure, comme l'endroit le plus important et le plus à bienséance des vallées voisines, qui obtint, sous l'Empereur Claude, le privilège et le droit des foires et marchés: *forum Claudii*.

L'Empereur Maximien marchant sur les traces de Jules César, attiré par les avantages du site d'Octodure en 302, y séjourna pour réparer ses troupes fatiguées du passage des Alpes. Et c'est dans ce temps qu'il fit graver son nom et celui de son collègue, Constance Chlore, sur le premier nombre de la colonne milliaire qui avait été placée au *forum Claudii* – comme on peut s'en convaincre par l'examen de l'original existant encore à Martigny.

Les Empereurs païens ne furent pas les seuls à apprécier l'importance de l'emplacement d'Octodure. Théodore, premier évêque, y plaça le siège épiscopal en 381, et ses successeurs pendant près de deux siècles.

Depuis ce temps-là, Martigny, jouissant paisiblement des prérogatives de sa localité, n'a jamais eu l'ambition de prédominer sur ses voisins. Il en donne aujourd'hui une nouvelle preuve. Il s'applaudissait dans le temps du gouvernement doux et paternel des évêques, et successivement de l'autorité qui en a pris la place; et en rapprochant les temps les plus reculés des époques les plus récentes, l'on trouvera que Martigny rivalisa et se distingua même par son attachement envers ses chefs suprêmes, et il ne cédera en rien à quiconque de sa fidélité pour le héros qui les remplace.

Du moment que les troupes françaises eurent mis le pied sur le territoire du Valais en 1798, le général Lorge, qui les commandait, vint avec confiance établir son quartier général à Martigny; et pendant tout le temps que le séjour des troupes s'est prolongé dans ce pays, cet endroit a eu à peu près sans interruption un quartier général, un hôpital militaire, des dépôts et magasins de toutes armes. Le passage de plusieurs colonnes par le Saint-Bernard, dont quelques-unes fortes de plus de vingt mille hommes qui y prenaient ordinairement les séjours. C'est le gîte inévitable au pied du Grand-Saint-Bernard et le plus vaste pour y loger la troupe. Quelqu'aient été le poids des fournitures, logements et transports militaires, les habitants de Martigny ne se sont point rebutés de tant de sacrifices et n'ont rien relâché de leur zèle et de leur dévouement; pendant que de nos voisins, qui cherchent à nous attirer à Saint-Maurice, se défirent d'une partie de leurs chevaux et les envoyèrent dans les montagnes. Ils évitèrent par là, la charge des transports que nécessitent le passage et la présence des troupes et cela plus particulièrement depuis 1799.

Nous prendrons la liberté de joindre à la force de ces raisons qu'il n'y a point d'endroit plus conséquent par sa position; c'est le seul qui compte cinq communications différentes et cinq passages importants: celui du Piémont par le Saint-Bernard, du département du Léman par la Forclaz et [le] col de Balme, qui occasionne un flux et un reflux de savants et de curieux attirés par le spectacle des glaciers de Chamonix et des beautés de la nature gigantesque des alentours du Mont-Blanc, celui de Genève par Saint-Gingolph, de la Suisse par le pont de Saint-Maurice et de l'Italie par le Simplon. Le seul qui possède depuis le temps des

Romains, le droit des foires et marchés consacrés par des monuments publics; et enfin le lieu le plus central du Bas-Valais et le rendez-vous du commerce des départements et pays voisins, plus particulièrement pour les habitants des communes d'Entremont, qui sont en relations journalières avec ceux du dixain de Martigny, où ils se rendent pour y travailler leurs terres, [qui] épargneraient à leurs familles des frais considérables que leur occasionnerait un voyage à Saint-Maurice distant de trois lieues de Martigny, y réclamer la justice et retourner chez eux.

Ce n'est donc pas la cause de Martigny qu'on ose présenter à Votre Excellence, c'est aussi celle de la veuve et de l'orphelin et des braves et recommandables cultivateurs de la vallée du Saint-Bernard à qui il ne reste, depuis l'ouverture de la route du Simplon, aucune autre ressource que leur agriculture industrielle.

Tant de motifs peuvent-ils entrer en parallèle avec la prétention que nous supposons à Saint-Maurice à former le chef-lieu de l'arrondissement, lui que la nature a condamné à des limites immuables pendant que le territoire de Martigny, qui est plus étendu que celui d'aucune commune du Valais, est susceptible d'un accroissement de plus des deux tiers par les améliorations et le défrichement d'une masse de terre de plus de trois mille arpents de huit cent toises de six pieds de Paris, pouvant être entièrement arrosé des eaux de la Dranse qui sont reconnues pour des plus fertilisantes; sans parler de la nouvelle vie que doit infailliblement prendre un endroit à beaucoup de ressources sous l'influence puissante et bienfaitrice d'un souverain à qui rien de ce qui tient à la prospérité des peuples n'échappe. Surtout que, dans notre hypothèse, les intérêts de l'Etat s'y trouvent.

Qu'en serait-il si le Rhône venait à être digué et s'il en était extrait des canaux disposés à propos pour combler par ses eaux marneuses tous les bas fonds et dessécher ainsi les marais dont les miasmes sont si nuisibles à la salubrité. De languissante qu'est la population de quelques endroits de la plaine, elle deviendrait agile, robuste et laborieuse et, au lieu de sept mille âmes dont se compose le dixain actuel de Martigny, ce ne serait pas exagéré d'en porter l'augmentation aux deux tiers.

Venant aux moyens que Saint-Maurice peut faire valoir, pour la fixation du chef-lieu d'arrondissement dans son sein, nous n'en trouvons que les suivants:

1. Qu'il était avant les changements de 1798 le siège d'un gouverneur.
2. Qu'il a l'avantage de posséder quelques édifices assez bien construits qui peuvent lui donner un air de ville.
3. La position frontière de la Suisse.
4. La présence de quelques familles respectables.

Nous répondons en peu de mots que Saint-Maurice fut à la vérité le siège d'un ancien lieutenant de l'Etat souverain du Valais; il eut été difficile de le placer ailleurs parce que la commune de Martigny, qui compte environ trois mille âmes, dépendait de l'évêché, tout comme Bagnes et Vollèges, où il s'en trouve plus de quatre mille, avec Salvan et Finhaut, qui en ont quinze cent, dépendaient de l'abbé de Saint-Maurice qui en était le seigneur. Ces quatre communes comme il se voit par le tableau comparatif, sont les deux premières à trois lieues plus près de Martigny que de Saint-Maurice, et les deux dernières d'une lieue.

La juridiction du gouverneur ne s'étendait que sur environ cinq mille âmes en Entremont, deux mille du dixain actuel de Martigny et sur la banlieue de Saint-Maurice, composée des communes d'Outre-Rhône, Massongex et hameaux des environs; mais ce qui est remarquable est que l'abbé et le gouverneur de Saint-Maurice se transportaient annuellement dans les communes de leurs arrondissements respectifs pour y tenir les assises afin d'éviter aux peuples, en raison de leur éloignement, des voyages à Saint-Maurice. Bien loin que ce fait lui soit favorable, il est un argument péremptoire contre lui.

Si Saint-Maurice fait valoir la commodité de ses édifices nous lui opposons que nous avons, à Martigny, des emplacements commodes et plus que suffisants pour loger les autorités dont la résidence au chef-lieu est indispensable; et quant à son agrément nous sommes disposés à faire les sacrifices nécessaires pour lui en procurer. Nous avons le projet de joindre la ville et le bourg, qui ne sont éloignés que de sept à huit minutes, par une chaussée en ligne droite et au moyen de quelques édifices intermédiaires, ils formeront une espace de ville bien au-delà du double de Saint-Maurice, surtout quand les nouvelles directions, que nous présumons devoir être données à la grande route, seront définitivement réglées; et la position de Saint-Maurice, frontière de la Suisse n'a trait qu'au régime des douanes qui ont leur administration particulière.

Nous ne saurions refuser à Saint-Maurice les égards que lui mérite la présence de quelques familles respectables, quoique ce ne doive être qu'une considération passagère. Il n'est pas moins naturel de trouver dans une population de dix sept mille âmes autant et plus de sujets capables et disposés à rendre des services à l'Etat et être utiles au public que parmi neuf mille. Il n'est pas moins vrai que l'intérêt général l'emporte sur les convenances particulières, plus encore sous l'égide d'un gouvernement fort.

Si nous nous sommes permis, dans le cours de notre exposé, quelques digressions qui puissent être accusées de personnalité, nous vous supplions, Monseigneur, de vouloir les pardonner parce qu'elles étaient indispensables pour faire ressortir le disparate des localités respectives et pour représenter des faits incontestables qui peuvent plus ou moins décider l'opinion en faveur de l'un ou de l'autre dans une affaire de si grande importance. Nous ne saurions soupçonner que l'on puisse les imputer à l'ambition puisque les sujets peuvent être pris indifféremment dans l'arrondissement et en dehors, pour l'occupation des emplois.

C'est aussi parce que nous sommes partis de la persuasion que la fixation du chef-lieu à Saint-Maurice ne peut être que l'ouvrage d'une faveur provoquée et une conséquence des demandes que nous lui supposons.

Cela est tellement vrai que nous avons démontré que dix sept mille âmes sont sensiblement plus éloignées de Saint-Maurice avec lequel elles n'ont aucune habitude, que neuf mille ne le sont de Martigny où elles ont leurs relations commerciales, de même que des contrées lointaines; et que Martigny, sous les Césars, fut le plus favorisé du Valais.

Que ne devons nous pas attendre du héros qui les éclipse en grandeur et en justice, surtout si nous avons eu le bonheur de persuader Votre Excellence de la droiture de nos intentions et de la bonté de notre cause en faveur de laquelle nous prenons la liberté d'implorer la médiation puissante de Monseigneur auprès de Sa Majesté impériale et royale, au pied de laquelle nous déposons les assurances de notre soumission et de notre fidélité.

Nous supplions Votre Excellence d'accueillir l'hommage de notre plus profond respect et les sentiments de la vive reconnaissance avec lesquels nous avons l'honneur d'être,

Monseigneur,
les très humbles et très obéissants serviteurs

Au nom du dixain de Martigny,
le président du dixain pour
l'administration provisoire

Signé Morand

Au nom de la commune
de Martigny

Signé Gay, juge provisoire

Tableau comparatif de la distance où se trouvent les différentes communes des quatre dixains inférieurs du Valais

**destiné à faire un arrondissement soit à Martigny,
soit à Saint-Maurice, désignés chefs-lieux**.**

Observations

De ce tableau résulte que Martigny est à la proximité de dix-huit communes et d'une population de 17 000 âmes; qu'au surplus ces dix-huit communes sont beaucoup plus distantes de Saint-Maurice que celles de ce dixain et de celui de Monthey ne le sont de Martigny, compensation faite de l'éloignement de Saint-Gingolph et Bouveret dont la population est d'environ 566 âmes, avec les communes du Bourg Saint-Pierre et Liddes qui ont une population d'à peu près 160 âmes; que d'autre part, les seules communes de Bagnes et Martigny, les deux plus étendues et les plus populaires du Valais, jointes à Orsières, donnent une population qui équivaut celle de 9000 âmes qui sont plus à portée de Saint-Maurice. Dans la supposition d'un démembrement des dixains actuels, qui sont présumés former des cantons, la limite naturelle entre les départements du Léman et du Simplon semble être indiquée par La Porte-du-Scex et devoir ainsi comprendre l'autre moitié de Saint-Gingolph et Bouveret dans l'arrondissement de Thonon dont ces deux petits endroits ne sont éloignés que de six à sept lieues. Dans l'hypothèse contraire, où Saint-Maurice viserait à faire joindre à l'arrondissement du chef-lieu du département du Simplon les communes d'Ardon, Chamoson, Leytron, Saillon, Riddes, Isérables et Saxon, dont la population n'atteint pas trois mille âmes, ce qui ne se ferait qu'au grand regret de ces communes et contre leurs convenances, sous le spécieux prétexte qu'elles sont plus près de Sion que de Saint-Maurice, et priver par une telle manœuvre l'ancien Octodure non seulement du chef-lieu d'arrondissement mais encore du chef-lieu de canton en diminuant la masse de la population qui est plus à proximité de Martigny, il ne s'ensuivrait pas moins qu'il est de l'intérêt de quatorze à quinze mille âmes que le chef-lieu soit établi à Martigny; et il est posé en fait que, lorsque le recensement sera fait exactement, il n'y en aura pas neuf mille à proximité de Saint-Maurice. C'est un témoignage à venir que l'on invoque.

Le dixain de Monthey guidé par l'esprit de modération, de délicatesse et de justice, n'apporte aucune opposition à la fixation du chef-lieu à Martigny, où il a ses habitudes de commerce, et non point à Saint-Maurice.

** Ce tableau est reproduit à la page suivante; nous n'en avons transcrit que les observations.

1810, 28 novembre

**Mémoire dressé pour établir
que Saint-Maurice doit avoir la sous-préfecture et le tribunal
de préférence à Martigny**

[rédigé par Charles Emmanuel de Rivaz]

[p. 2 : blanche]

[p. 3]

Note sur les motifs qui doivent engager le gouvernement à établir à Saint-Maurice, de préférence à Martigny, non seulement la sous-préfecture et les autres places administratives d'arrondissement mais aussi le tribunal de première instance et autres fonctions judiciaires qui en dépendent.

Sa Majesté impériale et royale ayant déterminé par son décret du 12 novembre que le Valais formerait un département sous le nom de département du Simplon, a par là même décidé que ce pays serait partagé en trois arrondissements puisque c'est le moindre nombre que la loi¹ ait désigné dans les départements les moins peuplés.

Il n'est pas douteux non plus que, dans la fixation de ces arrondissements, [p. 4] Sa Majesté ne s'occupe des moyens de les rendre autant que possible égaux en population et en superficie.

Pour y parvenir il faut que chacun de ces arrondissements ait une population d'environ vingt mille âmes, ce qui correspond à la population totale du Valais, évaluée à environ 60 mille habitants.

En travaillant sur cette base, le premier arrondissement se composerait des cinq anciens dixains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche: ils ont ensemble une population d'environ 19 000 âmes².

Le second arrondissement ayant Sion pour chef-lieu, devrait commencer au torrent de la Raspille, à trois quarts de lieue au-dessus de Sierre, et finir au torrent de Saillon, sur la rive droite du Rhône, et à celui d'Ecône, sur la rive gauche.

¹ Constitution de l'an VIII.

² Ch. E. de Rivaz avait d'abord inscrit 20 000 âmes, c'est-à-dire exactement le tiers de 60 000; mais, trouvant sans doute ce chiffre un peu élevé, il inscrit en marge le calcul suivant: Loèche 2612 + Rarogne 3619 + Viège 4466 + Brigue 2921 + Conches 3982, soit un total de 17 600; ce qui le conduit finalement à une estimation de 19 000 âmes.

Cela comprendrait les anciens dixains de Sierre, Sion, Hérémence et une partie de celui de Martigny. Sa population serait comme suit:

– dixain de Sierre	5596
– dixain de Sion	8309
– dixain d’Hérémence	3661
commune d’Ardon	389
commune de Chamoson	807
commune de Leytron	397
commune de Riddes	195
commune d’Isérables	285
	<hr/>
	19 639

[p. 5] Enfin, le troisième arrondissement serait composé du restant du dixain de Martigny et des trois dixains d’Entremont, Saint-Maurice et Monthey. Sa population serait comme suit:

– dixain de Conthey	5729
– dixain de Saint-Maurice	4183
– dixain d’Entremont	7790
commune de Martigny	2416
commune de Bovernier	275
commune de Fully	446
commune de Saillon	136
commune de Saxon	466
	<hr/>
	21 441

Ce serait la division la plus égale et la plus convenable que l’on pourrait faire du territoire de ce département. Riddes et Leytron sont aussi voisins de Sion que de Martigny et leurs convenances commerciales les appellent aussi souvent d’un côté que de l’autre. Quant à Chamoson, Ardon et Isérables, ils sont plus près de Sion que de Martigny, de façon qu’ils appartiennent nécessairement à la préfecture

Ces bases une fois adoptées, le chef-lieu du troisième arrondissement est placé par la nature elle-même: Saint-Maurice situé à une égale distance de Saint-Gingou et de Saxon qui sont les deux extrémités dudit arrondissement.

[p. 6] Le même motif de centralité y place également le tribunal; et les principes adoptés par le gouvernement ne laissent aucun doute à cet égard puisque, sur environ 450 tribunaux de première instance, il y en a à peine dix qui ne sont pas établis dans le lieu de la résidence du sous-préfet³. On ne voit aucune raison de faire ici cette exception.

Martigny objecterait peut être que le Bourg Saint-Pierre de la vallée d’Entremont serait à huit lieues de Saint-Maurice: mais si le tribunal était à

³ A l’appui de son affirmation, Ch. E. de Rivaz avait préparé en annexe à ce mémoire [p. 11], la liste des neuf départements de l’époque dont une des sous-préfectures ne coïncidait pas avec le siège du tribunal de première instance.

Martigny, Saint-Gingou s'en trouverait éloigné de neuf lieues. Les dixains de Saint-Maurice et de Monthey auxquels il convient d'avoir le tribunal près d'ici forment une population de près de dix mille âmes, ceux d'Entremont avec la plaine de Martigny restée dans l'arrondissement n'ont qu'environ dix mille âmes: l'égalité se trouve donc à peu près entre eux et c'est une raison de plus que de laisser le tribunal au milieu.

A toutes ces considérations topographiques qui paraissent décisives se joignent celles tirées de la salubrité du climat ainsi que de la facilité que présentent les édifices publics et particuliers pour les séances du tribunal et le logement de ses membres, des autres fonctionnaires publics et de leurs bureaux. Ces avantages se trouvent à Saint-Maurice d'une manière qui n'admet point de comparaison entre cette ville et Martigny.

[p. 7] Saint-Maurice est placé à l'endroit où le canton de Vaud communique avec le département du Simplon par le pont construit sur le Rhône: on y placera naturellement le bureau principal des douanes. Ce sera sur ce pont que les saisies seront les plus fréquentes et où, par conséquent, il s'élèvera le plus de contestations juridiques à cet égard. C'est un motif de plus pour que le tribunal s'y trouve placé et qu'il puisse être prononcé d'autant plus promptement aux discussions qui s'élèvent entre les préposés des douanes et les personnes saisies.

Les temps passés réclament aussi en faveur de Saint-Maurice: cet endroit possédait quatre cens ans par les princes de la Maison de Savoie a constamment été pendant tout cet intervalle la résidence de leurs baillifs de Chablais ainsi que des juges-majors qui décidaient les causes d'appel de cette province. Passé, en 1475, sous la domination de l'Etat du Valais, il a été la résidence constante d'un gouverneur [p. 8] qui réunissait le pouvoir administratif et judiciaire * conduisant sans brutalité la vallée d'Entremont et ladite cité de Martigny unies aux deux communes d'Ardon et de Vétroz à une lieue de Sion*. Rien ne prouve mieux que cette longue possession l'avantage qu'on trouvait à Saint-Maurice et rien ne paraît plus décisif pour lui conserver à l'avenir les mêmes préférences.

Enfin, si l'on considère que Martigny se trouve déjà favorisé par l'étendue de son sol, la fertilité de ses terres, l'argent qu'y versent soit ses foires soit ses marchés tous autant fréquentés, tandis que Saint-Maurice n'a qu'un territoire très resserré, inondé par deux torrens destructeurs et privé de telles facilités par divers spéculateurs criminels, on se convaincra encore davantage de la nécessité de lui donner quelque dédommagement en fixant dans sa cité, comme du temps passé, le siège des autorités administratives et judiciaires qui versent quelque argent dans cette petite cité et l'empêchent de tomber dans un état de décadence dont les avantages qu'elle avait gardé jusqu'ici l'avaient préservé.

[pp. 9 et 10: blanches]

... Le passage compris entre les astérisques est pratiquement illisible; la lecture ici proposée n'est pas absolument certaine.

[p. 11]

Département	de la Creuse	sous-préfecture Boussac tribunal à Chambon [-sur-Voueize]
	de l'Isère	sous-préfecture La Tour-du-Pin tribunal à Bourgoin [-Jallieu]
	du Jura	sous-préfecture à Poligny tribunal à Arbois
	de la Meurthe	sous-préfecture à Château-Salins tribunal à Vic
	de la Nièvre	sous-préfet à Château-Chinon tribunal à Moulins-Engilbert
	Basses-Pyrénées	sous-préfet à Mauléon tribunal à Saint-Palais
	Hautes-Pyrénées	sous-préfet à Argelès tribunal à Lourdes
	la Sarre	sous-préfet à Birkenfeld tribunal à Coussel [Kusel]
	la Vendée	sous-préfet à Montaigu tribunal [à] Napoléon [-Vendée] [aujourd'hui La Roche-sur-Yon]